



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**JEUDI 28 AVRIL 2016**

**TOME II**

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### 1) Attributions de subventions

#### o Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

#### - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement		1 500 €
6462	ATELIER 217	Projet	L'ART ET LA MATIERE	2 500 €
TOTAL				4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

#### - EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant
5331	MILLENERGIES	Fonctionnement	7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

○ Dans le cadre de la thématique **SECURITE**:

- ANIMAL DANS LA VILLE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		500 €
4401	L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Fonctionnement	MEDIATION FAUNE SAUVAGE ET MANIPULATION D'ANIMAUX SAUVAGES	1 600 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Projet	DES REFUGES POUR LA BIODIVERSITE A MONTPELLIER	800 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 000 €
6190	LES PATTOUNES DU COEUR	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				8 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

- PREVENTION ROUTIERE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Fonctionnement		1 700 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Projet	1er PRIX DES PISTES D'EDUCATION ROUTIERE (VELO CM2)	200 €
TOTAL				1 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

○ Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMEEES LORS DU 50EME TOURNOI INTERNATIONAL DE L'ASSM	6 500 €
5479	RENCONTRES AUTOUR DU MONDE ARAM	Projet	SALON "AUTOMNE INTERNATIONAL"	3 000 €
6575	CODIGE	Projet	COLLOQUE FRANCO-BRESILIEN BRAFITEC	1 000 €
TOTAL				10 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **PEDT**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
------	-----------	------	-----------------	---------

789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP	Projet	ACTIVITES EDUCATIVES PERISCOLAIRES	2 100 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Projet	ANIMATHEQUE	2 100 €
TOTAL				4 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Montant
6192	Association Blaise Pascal	Offre culturelle	964 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			1 964 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1492, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:
- SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		33 000 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	Projet	LES FOULEES DE LA MOSSON	800 €
TOTAL				33 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

## 2) Modifications d'attributions de subventions

L'association LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER a cessé toute activité. Elle est actuellement en procédure de liquidation judiciaire. Dans ces conditions et compte tenu des engagements, il est proposé de modifier les attributions comme suit :

Délibération	Type	Titre du projet	Montant accordé	Montant modifié
2015/559	Fonctionnement		6 000 €	4 200 €
2015/539	Projet	Installation d'une cuisine équipée inter associative	4 000 €	0 €
2015/158	Projet	Temps d'activités périscolaires 2015/2016	14 400 €	10 080 €



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 72 264 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver la convention spécifique d'attribution de subvention à l'association Maison des Adolescents votée au Conseil Municipal du 17 février 2016 et annexée à la présente délibération;
- D'approuver les modifications d'attributions de subventions et les avenants annexés à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29/04/2016**

**Nom de la structure: -**  
**Nature de la subvention :**  
**Intitulé du projet :**  
**Montant attribué : €**  
**Thématique :**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
  - \* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

## Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : .....€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

#### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

#### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

#### Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

#### **Article 9 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure:  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## Lettre d'engagement

Direction des Finances  
Service Actionnariat et Partenariats  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."



**CONVENTION D'OBJECTIFS  
ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER  
ET LE GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE  
MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT (MDA 34)**

Cette convention de partenariat est conclue entre:

d'une part,

**La Ville de Montpellier** représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération en date du 25 février 2016.

d'autre part,

**La structure MDA 34 - Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault** représentée par son Président M. Frédéric HOIBIAN.

Il a été convenu ce qui suit:

**PREAMBULE :**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la Jeunesse, développe des actions en direction des jeunes de 12 à 29 ans autour d'un lieu d'accueil et d'information labellisé « Point Information Jeunesse », des aides au financement de projets (Bourses d'initiatives) ou individuels (BAFA, Permis B, ...), des aides en faveur de l'accès aux loisirs et à la culture, d'un Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, etc....

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite apporter une attention particulière au public des adolescents.

Le Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) vise à répondre à une mission de santé globale, au sens de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en direction des jeunes de 11 à 21 ans à l'échelle du département de l'Hérault.

Cette volonté s'inscrit donc dans une démarche globale de prévention Santé dans toutes ses dimensions telles que le bien-être physique, psychique et social.

Situé à Montpellier, 9 rue de la République à proximité de l'Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier, c'est un espace d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation et de médiation, articulé autour des problématiques liées à l'adolescence.

Tout jeune, avec ou sans rendez-vous, peut bénéficier de consultations ou de conseils gratuits auprès de médecins généralistes ou spécialistes, de psychologues, d'infirmiers, d'assistants sociaux, d'animateurs, d'éducateurs, et de médiateurs familiaux.

Outre le volet médical, la MDA 34 met également l'accent sur l'axe socio-culturel et citoyen nécessaire pour les revaloriser et les accompagner dans l'estime de soi.

Considérant que les actions menées par la Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et qu'elles présentent un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien dans le cadre de la présente convention de partenariat.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) propose un plan d'action, au titre de son projet associatif, autour des grands axes suivants :

- Accueil, écoute, information, orientation,
- Evaluation des situations,
- Prise en charge médicale et psychologique,
- Accompagnement culturel, éducatif, social et juridique.

Considérant que le projet de la Maison Des Adolescents contribue au développement de sa politique en matière de Jeunesse et de prévention santé et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

#### **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION ET SUBVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La Ville de Montpellier accorde au Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison Des Adolescents de l'Hérault une subvention de 30 000 Euros au titre du fonctionnement 2016 de la structure.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention.

#### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DE LA MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT**

En complémentarité de la subvention et au titre des actions déclinées par le Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault (article 1 de la présente convention), la Ville de Montpellier s'engage à accompagner et soutenir le Groupement de Coopération Sociale et Médico Sociale Maison des Adolescents de l'Hérault dans la mise en œuvre de son plan d'action pluriannuel, et ce dans la limite de ses champs de compétence et modalités d'intervention propres.

A ce titre, une attention particulière sera portée aux actions développées autour de la citoyenneté, la prévention santé, l'information Jeunesse et ce en lien étroit avec l'Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier ou les actions menées en lien avec la Politique de la Ville.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier et la Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) s'engagent mutuellement à étudier des actions coordonnées à l'échelle du territoire de Montpellier, à se rencontrer régulièrement afin de développer des projets communs et/ou de communication en direction des adolescents.

Enfin, le service Jeunesse de la Ville de Montpellier et la Maison Des Adolescents de l'Hérault (MDA 34) s'engagent à mettre à disposition gracieusement, et réciproquement, leurs locaux pour les actions menées conjointement.

#### **ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION DE LA CONVENTION**

Afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la présente convention de partenariat, les cosignataires conviennent de se réunir régulièrement, à minima, seront prévues deux réunions annuelles.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION**

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 versements ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

**Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :**

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation des pièces suivantes :

-Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;

-Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION ET ENGAGEMENTS DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE**

La structure bénéficiaire s'engage :

-à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,

-à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative

-(contact : 04 67 34 88 00)

-à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant

\* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

#### **ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure

bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### **ARTICLE 8: DEVOIR D'INFORMATION**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **ARTICLE 9: RESILIATION ET CAS DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

#### **ARTICLE 10: RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le .....

Pour la Ville de Montpellier  
Monsieur Le MAIRE,

Pour la structure bénéficiaire  
Monsieur le Président de l'Association,

Philippe SAUREL

Frédéric HOIBIAN  
Conditions acceptées  
(cachet de l'association)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

**Nom de la structure: LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER**

**Nature de la subvention: Fonctionnement**

**Intitulé du projet :**

**Thématique : SOCIAL / SOLIDARITE**

## **AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION**

Entre :

**La Ville de Montpellier** représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 28 avril 2016 ;

Et :

La structure bénéficiaire LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER représentée par Patrick DE CLERCQ, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

Il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT**

L'association a obtenu une subvention pour le fonctionnement dans le cadre de la thématique SOLIDARITE pour l'année 2016.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 de la convention d'attribution.

### **ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE**

Au vu des éléments, il y a lieu de modifier le montant de la subvention accordée, qui sera de 4 200 € au titre du fonctionnement pour l'exercice 2016.

Le paiement s'effectuera en un seul versement. La structure s'engage à fournir à la Ville tout document qu'elle jugera nécessaire.

### **ARTICLE 3 – EFFET RELATIF DE L'AVENANT**

En dehors des éléments modifiés par le présent avenant, l'application des autres dispositions contractuelles de la convention demeure inchangée.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire,

Pour la structure bénéficiaire

Le (la) Président(e)

**Nom de la structure: LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER**

**Nature de la subvention: Projet**

**Intitulé du projet : Installation d'une cuisine équipée inter associative**

**Thématique : SOCIAL / EXCLUSION**

## **AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION**

Entre :

**La Ville de Montpellier** représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 28 avril 2016 ;

Et :

La structure bénéficiaire LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER représentée par Patrick DE CLERCQ, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

Il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT**

L'association a obtenu une subvention pour la réalisation du projet « installation d'une cuisine équipée inter associative » dans le cadre de la thématique EXCLUSION pour l'année 2016.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 de la convention d'attribution.

### **ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE**

Au vu des éléments, il y a lieu d'annuler la subvention accordée pour le projet « Installation d'une cuisine équipée inter associative » dans le cadre de la thématique EXCLUSION.

La structure s'engage à fournir à la Ville tout document qu'elle jugera nécessaire.

### **ARTICLE 3 – EFFET RELATIF DE L'AVENANT**

En dehors des éléments modifiés par le présent avenant, l'application des autres dispositions contractuelles de la convention demeure inchangée.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire,

Pour la structure bénéficiaire

Le (la) Président(e)

**Nom de la structure: LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER**

**Nature de la subvention: Projet**

**Intitulé du projet : Temps d'activités périscolaires**

**Thématique : PEDT**

## **AVENANT A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION**

Entre :

**La Ville de Montpellier** représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 28 avril 2016 ;

Et :

La structure bénéficiaire LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER représentée par Patrick DE CLERCQ, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

Il a été convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT**

L'association a obtenu une subvention pour la réalisation du projet « Ensemble pour la réussite » dans le cadre des temps d'activités périscolaires pour l'année 2015/2016.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 de la convention d'attribution.

### **ARTICLE 2 – MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDEE**

Au vu des éléments, il y a lieu de modifier le montant de la subvention accordée, qui sera de 10 080 € pour le projet des temps d'activités périscolaires au titre de l'année scolaire 2015/2016.

Le paiement s'effectuera en un seul versement. La structure s'engage à fournir à la Ville tout document qu'elle jugera nécessaire.

### **ARTICLE 3 – EFFET RELATIF DE L'AVENANT**

En dehors des éléments modifiés par le présent avenant, l'application des autres dispositions contractuelles de la convention demeure inchangée.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire,

Pour la structure bénéficiaire

Le (la) Président(e)

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## URIOPSS LANGUEDOC ROUSSILLON AVENANT GARANTIE D'EMPRUNT SOUSCRIT AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE EN 2005

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 20 décembre 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a accordé sa garantie pour le remboursement d'un prêt de 580 000 € à hauteur de 50% (soit 290 000 €) que l'Union Régionale Interfédérale des Organismes et Œuvres Privées Sanitaires et Sociales Languedoc Roussillon avait contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon. Ce prêt était destiné à financer l'acquisition et la rénovation d'un immeuble sis 420 allée Henri II de Montmorency à Montpellier.

Au terme d'un processus de négociation, l'Union Régionale Interfédérale des Organismes et Œuvres Privées Sanitaires et Sociales Languedoc Roussillon a obtenu le refinancement du contrat de prêt.

Le refinancement de ce contrat porte sur un capital restant dû de **422 377.12 €** (50%=211 188.56 euros) euros au 05/01/2016 sur la même durée résiduelle (fin du contrat le 05/07/2031) avec une **baisse du taux fixe payé par l'Association de 1%**, soit un taux fixe mensuel de 2.90% au lieu de 3.90% et des frais d'avenant s'élevant à 4 223.77 euros (0.10%).

Le montant total des intérêts payés sur la période restant à courir est ramené de 212 014.23 euros à 95 485.65 euros, soit une économie de 116 528.58 euros.

Cette renégociation n'entraîne aucune modification du risque pour la Ville par rapport au contrat actuellement garanti.



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant au contrat de prêt garanti à hauteur de 50% entre la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et l'Union Régionale Interfédérale des Organismes et Œuvres Privées Sanitaires et Sociales Languedoc Roussillon.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29/04/2016**

## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## **Certification des comptes - Candidature de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Pour rentrer dans le processus de certification des comptes, la Ville de Montpellier doit se porter candidate à cette expérimentation auprès du ministre chargé des collectivités territoriales, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Le ministre chargé des collectivités territoriales et celui chargé des comptes publics se prononceront sur la candidature de la Ville sur avis du premier président de la Cour des comptes.

Si la candidature de la Ville était retenue, une convention devra être conclue entre le premier président de la Cour des comptes et Monsieur le Maire. Elle en définira les modalités de mise en œuvre et précisera notamment les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagneront.

Candidater à l'expérimentation de la certification des comptes est un acte de transparence démocratique qui s'inscrit dans le mouvement de fiabilisation et de lisibilité des comptes publics.

Les objectifs de la certification de nos comptes sont multiples :

- Répondre à un impératif démocratique en justifiant de l'emploi des fonds publics
- Disposer d'une information fiable sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité
- Améliorer la transparence sur la situation financière pour les élus et les citoyens
- Mieux connaître les charges actuelles et futures

Après avoir répondu aux exigences de la dématérialisation, il est proposé au Conseil de poursuivre une politique ambitieuse de gestion financière en répondant favorablement à l'appel à candidature sur la certification des comptes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- autoriser la candidature de la Ville de Montpellier à l'expérimentation sur la certification des comptes,
- autoriser la signature de la convention qui définira les modalités de mise en œuvre de la certification des comptes et précisera les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagneront,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, et autorisation de lancement et de signature pour un marché de services de télécommunications

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du renouvellement des marchés de services de télécommunication, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ont identifié des besoins communs.

Afin de rationaliser les coûts de fonctionnement et réaliser des économies, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier souhaitent constituer un groupement de commandes et lancer un marché de services de télécommunications, conformément à la convention annexée et à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics du Code des Marchés publics et lancer une procédure de mise en concurrence.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 25, 67 à 68 de l'appel d'offres ouvert et 78 et 80 de l'accord cadre à bons de commandes du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre. La Ville de Montpellier, en tant que coordinateur du groupement, sera chargée d'en informer les autres membres du groupement.

Le marché sera signé et notifié par la Ville de Montpellier, au nom des membres du groupement, pour une durée de deux ans, reconductible une fois deux ans.

Le marché est constitué de 4 lots :

- 1 -Téléphonie fixe voix T2, appels entrants/sortants, numéro à couts partagés
- 2 -Téléphonie fixe voix T0 et lignes analogiques, appels entrants/sortants
- 3 -Téléphonie mobile voix et données
- 4 -Accès Internet

Le marché sera sans montant minimum ni maximum avec une estimation globale pour la totalité de la durée du marché de 3 160 000 € HT détaillée comme suit pour les montants annuels :

Ville de Montpellier :

Lot 1 – 300 000 € HT / Lot 2 – 60 000 € HT / Lot 3 : 120 000 € HT / Lot 4 : 65 000€ HT

Montpellier Méditerranée Métropole :

Lot 1 – 32 000 € HT / Lot 2 – 60 000 € HT / Lot 3 : 90 000€ HT

Centre Communal d'Action Sociale :


Lot 1 – 34 000 € HT / Lot 2 – 2 000 € HT / Lot 3 : 22 000€ HT / Lot 4 : 5 000€ HT

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- D'autoriser Monsieur le Maire, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

**Convention de groupement de commandes publiques entre la  
Ville de Montpellier,  
Montpellier Méditerranée Métropole  
et le Centre Communal d'Action Sociale de  
Montpellier  
ayant pour coordonnateur  
la Ville de Montpellier**

**Services de télécommunications**

## **Entre**

La Ville de Montpellier, représentée par M. Max LEVITA, adjoint au Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 ;

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Mme Isabelle Guiraud, Vice-Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 mai 2016 ;

et

Le Centre Communal d'Action Sociale, représenté par Mme Annie YAGUE, Vice-Présidente, habilitée par délibération du Conseil d'Administration du 28 avril 2016 ;

## **Il est convenu ce qui suit :**

### ***Preamble***

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

**Ces objectifs, en l'espèce, des membres du groupement, se traduisent par la mise en place d'un groupement de commandes dans le cadre de la passation du marché de services de télécommunication, conformément aux besoins définis par chaque membre.**

## **Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement**

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en application du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28, en vue de la passation d'un marché relatif à des **services de télécommunication**, au terme d'une procédure commune de passation et d'attribution du marché public lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics: le coordonnateur assurera la passation et l'attribution du marché pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, mais également la notification et la signature du marché. Le coordonnateur transmettra à chacun des membres une copie de l'ensemble des pièces du marché. Chaque membre devra ensuite s'assurer de sa bonne exécution.

## **Article 2 – Définition des besoins et engagement des membres**

Sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à signer avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres conformément à, le marché résultant du présent groupement.

## **Article 3 – Fonctionnement du groupement**

### **Article 3.1 – Désignation et mission du coordonnateur du groupement**

La Ville de Montpellier est désignée par l'ensemble de ses membres en qualité de coordonnateur du groupement au sens de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, la Ville de Montpellier, en tant que coordonnateur, est chargée des missions suivantes :

Choisir la procédure et le mode de la consultation conformément au Code des Marchés publics.



- Lors de la procédure de passation et d'attribution :

- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc.. ...) ;
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de regret, élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...) conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres ;
- Organiser, convoquer et gérer la Commission d'appel d'offres.

Après l'attribution du marché :

- Signer les marchés, les notifier au nom de l'ensemble du groupement.

Au stade de l'exécution du marché :

- Gérer la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision des prix,
- Réaliser les avenants,
- Solliciter les attestations sociales et fiscales annuelles,
- Centraliser les reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant.

Au titre de l'information :

- Centraliser les informations transmises par les membres du groupement sur les marchés (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...) ;
- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres.

### **Article 3.2 – Obligations des membres du groupement**

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, communiquer au coordonnateur l'évaluation de leurs besoins ;
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés ;
- Exécuter matériellement le contrat (émission des bons de commande le cas échéant, réception, livraison, maintenance...) ;
- Exécuter financièrement le contrat en procédant au règlement des factures et autres dépenses à hauteur de leurs propres besoins ;
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché pour leurs propres besoins ;
- Rester maître de la bonne exécution du marché correspondant à leurs propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8-VI du code des marchés publics.

### **Article 3.3 – Commission d'appel d'offres du groupement**

Sur le fondement de l'article L1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres de la Ville de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation

des titulaires des marchés, dans le respect des règles de fonctionnement, notamment de convocation et de quorum, déjà prévues et applicables à la présente CAO.

A la demande des membres du groupement, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés publics, le Maire de la Ville de Montpellier pourra désigner par arrêté des personnalités représentant les membres en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voie consultative.

### **Article 3.4 – Adhésion et retrait du groupement**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement :

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre. La Ville de Montpellier, en tant que coordinateur du groupement, sera chargée d'en informer les autres membres du groupement.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

### **Article 3.5 – Dispositions financières**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Ville de Montpellier.

### **Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement**

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

### **Article 5 – Modifications de la présente convention**

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes, bénéficiant de l'accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement, prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

### **Article 6 – Résiliation de la présente convention**

La présente convention est résiliée par décision du coordonnateur, après accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement. Elle sera ensuite notifiée à l'ensemble des membres du groupement.

### **Article 7 – Litiges**

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le	Fait à Montpellier le	Fait à Montpellier le
Pour la Ville de Montpellier,	Pour Montpellier Méditerranée Métropole,	Pour le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier,
Le Maire-adjoint délégué	La Vice-présidente déléguée	La Vice-présidente
Max LEVITA	Isabelle GUIRAUD	Annie YAGUE

## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

### **Précisions et modifications de tarifs sur la location de matériels**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à une erreur matérielle, les tarifs de location des matériels sont révisés. Ces tarifs et précisions viennent se substituer au point 3.1.2 de la délibération 2015/557 du 17 décembre 2015.

#### **3.1.2. Le matériel**

**Délivrance et restitution de matériel :**

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30, au Centre technique de Garosud.

**Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :**

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.


Matériels	Unité	Tarifs 2016	
		Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,31 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,26 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	5,92 €	0 €
Podium	m <sup>2</sup> /jour	7,95 €	0 €
Barrière	u/jour	7,95 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,81 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	120 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	70 €
Forfait électrique - Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	50 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	171 €
<b>Cautionnement</b>			
Cautionnement petit matériel		365 €	365 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1 350 €	1 350 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les modifications de tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 2 mai 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

**Direction Architecture et  
Immobilier**  
Service Gestion Active de la  
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2016 / 182**

## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

### **Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire, la société Transport de l'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway de créer une servitude d'appui – accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur l'immeuble situé 7 boulevard Pasteur, parcelle cadastrée BZ 307, point d'ancrage n°100 – 117 b.

Compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, la présente convention de servitude est accordée à titre gratuit.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude d'appui – accrochage avec Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son mandataire la société TAM, pour la ligne aérienne de contact, sur la façade du bâtiment cadastré BZ 307, point d'ancrage n°100 – 117 b.
- D'autoriser le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 Avril 2016**

# BOUCLAGE DE LA 4<sup>ème</sup> LIGNE DE TRAMWAY

## COMMUNE DE MONTPELLIER

---

### CONVENTION DE SERVITUDE D'APPUI-ACCROCHAGE - LIGNE AERIENNE DE CONTACT – (RESTRICTION DU DROIT DE DISPOSER)

---

Entre les soussignés :

**Montpellier Méditerranée Métropole,**  
**représentée par son mandataire la société T.A.M,** société anonyme au capital de 4 286 000 €, inscrite au R.C.S. de Montpellier sous le numéro 314 871 815, dont le siège social est 125, rue Léon Trotski – CS 60014 - 34075 MONTPELLIER cedex 3, représentée par son Directeur Général, conformément au mandat donné par Montpellier Méditerranée Métropole aux termes de la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, et à la délibération n°12889 du 31/03/2015.

Ci-après désigné le Bénéficiaire

d'une part,

Et

**La Commune de MONTPELLIER,** représentée par Monsieur le Maire (habilité par la délibération ci-annexée)

d'autre part,

Ci-après désigné le Propriétaire

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI**

- Montpellier Méditerranée Métropole réalise la 4ème ligne de tramway de Montpellier.
- Par arrêté, numéro 2013-I-1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, pour la réalisation de la 4ème ligne de tramway par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Par délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 et n°12889 du 31 mars 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire TaM, l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 4ème ligne de tramway de créer une servitude d'appui-accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur l'immeuble désigné ci-après :

COMMUNE	N° CADASTRAL	LIEU-DIT	N° d'ANCRAGE
Montpellier	BZ 307	7, boulevard Pasteur	100-117b

Etant précisé que la création de ladite servitude n'entraîne aucune acquisition immobilière.

Cela exposé, les parties, conformément aux dispositions légales et réglementaires, sont convenues de ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – CONSTITUTION DE SERVITUDE D'APPUI-ACCROCHAGE**

Le Propriétaire du fond servant, autorise le Bénéficiaire, ou toute personne physique ou morale mandaté par lui à cet effet, à établir à demeure sur l'immeuble le dispositif technique nécessaire à l'ancrage de transversaux supportant la ligne aérienne, tel que décrit dans les pièces techniques annexées aux présentes.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS LIEES A LA SERVITUDE**

La constitution de servitude qui précède emporte au profit du Bénéficiaire, ou de ses substitués, un droit d'accès permanent pour l'exécution des travaux d'installation des ouvrages techniques, puis ultérieurement leur entretien, leur maintenance, leur contrôle, leur réfection, les réparations et remplacements éventuels de tout ou partie de l'ouvrage, et d'une manière générale, l'exécution de tous travaux et interventions qui s'avèreraient nécessaires pour l'entretien normal des ouvrages, ou en cas de force majeure.

Ce droit pourra être exercé à tout moment par toute personne ou entreprise mandatée à cet effet par le Bénéficiaire.

En conséquence, le propriétaire du fond servant souffrira l'interdiction de faire ou entreprendre quoi que ce soit qui puisse entraver ou faire obstacle d'une manière quelconque au bon exercice de la servitude ainsi constituée.

Les éventuels dégâts ou dommages quelconques qui pourraient être causés au fond servant par le dispositif d'ancrage seront réparés ou indemnisés s'il y a lieu par le Bénéficiaire.



Il est d'ailleurs expressément convenu qu'à compter des présentes, tout acte translatif de propriété sur tout ou partie de l'immeuble concerné, toute modification éventuelle du règlement de co-propriété devront préciser les modalités d'existence et d'exercice de cette servitude.

### **ARTICLE 3 – CARACTERE GRATUIT DE LA SERVITUDE**

La présente constitution de servitude est accordée à titre gratuit, compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 4ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

### **ARTICLE 4 – DUREE DE LA SERVITUDE**

La présente constitution de servitude prendra effet à compter de la signature des présentes par les parties.

Elle est conclue pour la durée de fonctionnement de la ligne de tramway ou de tout autre type de réseau qui pourrait lui être substitué.

### **ARTICLE 5 – MESURES PREVENTIVES AVANT ANCRAGE**

Préalablement à la réalisation des travaux de première installation, l'entreprise chargée de l'intervention par le Bénéficiaire

- procédera à un diagnostic de la façade destinée à recevoir les ouvrages,
- et en fonction établira les prescriptions techniques de mise en oeuvre

### **ARTICLE 6 – MODIFICATIONS SUR IMMEUBLE APRES ANCRAGE**

Le Propriétaire peut à tout moment demander au Bénéficiaire le déplacement ou la modification des ouvrages s'il doit entreprendre des travaux de réparations, constructions ou démolitions incompatibles avec le maintien des ouvrages sur l'immeuble.

Les frais générés par ces déplacements ou modifications seront supportés intégralement par le Bénéficiaire.

Le Propriétaire devra toutefois faire connaître au Bénéficiaire, par **lettre recommandée avec Avis de Réception au moins trois mois à l'avance** la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous documents nécessaires à leur incidence sur la servitude constituée.

Le Bénéficiaire disposera d'un **délai d'un mois** à compter de la réception de la demande pour informer le Propriétaire des modalités de prise en compte des modifications demandées.

## **ARTICLE 7 – CARACTERE SOLIDAIRE DES ENGAGEMENTS**

Les engagements pris en application de la présente convention sont stipulés solidaires et indivisibles et ne pourront être modifiés pour quelque cause ou motif que ce soit.

## **ARTICLE 8 – COMPETENCE DE JURIDICTION**

Les éventuelles contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention sera de la compétence de la juridiction du lieu de situation de l'immeuble.

## **ARTICLE 9 – ENREGISTREMENT**

La présente convention sera enregistrée par les soins du Bénéficiaire.

## **ARTICLE 10 – ACTE REITERATIF**

Si le propriétaire en fait la demande, ou si le Bénéficiaire le juge nécessaire, la présente convention sera réitérée en la forme authentique ou administrative, en vue de sa publication au bureau des hypothèques du ressort de l'immeuble, aux frais du Bénéficiaire, et au plus tard dans un délai de six mois à compter de la signature des présentes par les parties.

Fait en trois exemplaires,

A Montpellier, le .....

**Pour le Bénéficiaire**

**Pour le Propriétaire (\*)**

**Le Directeur Général de TaM**

**M. ....**

### **Annexes :**

#### **1. Fiche ancrage LAC 100-117b**

**(\*) Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »**

**Direction Architecture et  
Immobilier**  
Service Gestion Active de la  
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2016 / 183**

## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## **Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville Autorisation de déclaration préalable de travaux Autorisation de dépôt de permis de démolir**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville poursuit en 2016 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Dans cet objectif, il est prévu pour l'année 2016, d'effectuer des travaux de réfection et de démolition de certains bâtiments communaux.

Ainsi pour mener à bien ces opérations et en vue de poursuivre sa campagne d'entretien du patrimoine, il est nécessaire d'une part, de déposer des dossiers de déclarations préalables de travaux pour les bâtiments énumérés ci-après :

- **Centre Rabelais** – 27 boulevard Sarraïl : pose d'une second descente d'eaux pluviales ;
- **Château de Grammont** – 2733 avenue Albert Einstein : réfection des enduits de la façade et de l'entrée de la salle des mariages ;
- **Eglise Saint-Denis** – 1 place Saint-Denis : réfection du portail de l'avenue Georges Clémenceau ;
- **Presbytère Saint-Roch** – 4 rue Valat : remplacement des menuiseries bois et réfection de la tête de colonne en pierre ;
- **Ancien orphelinat de Lavalette** – 1037 rue Jean-François Breton : installation de batardeaux ;
- **Halles Jacques Cœur** – 615 boulevard d'Antigone : réfection d'une vitrine ;

Le montant estimé des travaux s'élève à 290 000 € TTC.

D'autre part, afin d'éviter toute occupation illégale et dans un souci de mise en sécurité des lieux, il est également nécessaire de déposer des demandes d'autorisation de permis de démolir pour les bâtiments ci-dessous :

- **Poste de Police Municipale Lemasson** – 460 boulevard Pedro de Luna ;
- **Mas de Portaly** – 220 rue du Mas de Portaly ;
- **Terrain de Bionne** (ex terrain du père Sanchez) – 2015 rue de Bionne.


Le montant estimé des travaux de démolition s'élève à 240 000 € TTC.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les travaux de réfection et de démolition des bâtiments susmentionnés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint Délégué à signer et déposer les dossiers de déclarations préalables de travaux ainsi que les dossiers de permis de démolir nécessaires à la réalisation desdits travaux ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2016 – chapitre 900 – Fonction 207 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

**Direction Architecture et  
Immobilier**  
Service Gestion Active de la  
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2016 / 184**

## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## **Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'Opéra Orchestre National de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Il est aujourd'hui proposé de signer une convention portant sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations, pour une sirène d'alerte, propriété de l'Etat, installée sur un bâtiment propriété de la Ville de Montpellier, mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, dont l'entretien ultérieur du système, qui sera à la charge de la Ville de Montpellier, pour ce qui concerne la maintenance annuelle.

Localisation de la sirène :

- Opéra Orchestre National de Montpellier, 11 boulevard Victor Hugo, 34000 Montpellier ;

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans et se poursuit par tacite reconduction jusqu'à l'expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- - d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**



**Convention conclue entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier relative au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP)**

**Entre les soussignés :**

L'Etat, représenté par le préfet du département de l'Hérault, d'une part,

et

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par son Président, agissant en vertu d'une délibération en date du 14 avril 2016 du conseil métropolitain d'autre part;

et

la commune de Montpellier représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération en date du 28 avril 2016 du conseil municipal d'autre part,

**Visas**

- Code de la sécurité intérieure, articles L.112-1, L. 711-1, L. 721-1, L. 721-2 et L. 732-7  
*« La sécurité civile a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes , des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des autres personnes publiques ou privées »*

- Code général des collectivités territoriales, article L. 2212-2 5°  
Le maire est chargé de la police municipale, laquelle a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, qui comprend notamment *« le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature [...], de pourvoir d'urgence à toutes mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure »*,

- Code général de la propriété des personnes publiques, article L.1  
*« Le présent code s'applique aux biens et aux droits, à caractère mobilier ou immobilier, appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs groupements, ainsi qu'aux établissements publics. »*

- Décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **Article 1 - Rappel du contexte**

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi des communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat, constitué de 3 900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont des sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Les préfetures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes, et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis. Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

Un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfetures, avec une coordination de l'application des critères assurée par les états-majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alerte prioritaires. Cette cotation prend en compte la population, sa densité ainsi que l'intensité, la cinétique et la prévisibilité du ou des risques. 640 zones d'alerte de priorité 1 ont ainsi été identifiées, sur un total de 1 744 zones pour l'ensemble du territoire métropolitain.

La sirène objet de la présente convention, implantée dans une de ces zones d'alerte de priorité 1, a vocation à être raccordée au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours.

### **Article 2 - Objet de la convention**

La présente convention porte *sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations*, d'une sirène d'alerte, propriété de l'Etat, installée sur un bâtiment propriété de la commune de Montpellier mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également de l'entretien ultérieur du système afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

La localisation de la sirène objet de la présente convention est établie comme suit :

Opéra Orchestre National de Montpellier  
11, boulevard Victor Hugo  
34000 Montpellier

**Coordonnées GPS : latitude : 43.607284 – longitude : 3.878605**



Ce raccordement permettra le déclenchement de cette sirène à distance, via l'application SAIP et le réseau INPT (Infrastructure nationale partageable des transmissions) du ministère de l'intérieur.

Le déclenchement manuel, en local, des sirènes par le maire de Montpellier restera possible en cas de nécessité.

Pour sa part, l'utilisation du SAIP par le maire de la commune fera l'objet d'une convention spécifique.

Conformément au rapport de visite et au devis établis par le prestataire Eiffage Energie Val de Loire, mandaté par le ministère de l'intérieur, à la suite de sa visite sur site du 15 novembre 2012 (rapport de visite figurant en annexe) où étaient présents un responsable de site propriétaire du bâtiment, et un représentant de la préfecture, le raccordement consiste en :

Description	Oui*	Non*
Dépose d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène		X
Raccordement d'une sirène existante	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

### **Article 3 - Obligations respectives des parties**

#### **3.1. Obligations de Montpellier Méditerranée Métropole**

Montpellier Méditerranée Métropole partie à la convention s'engage, pour chacune des sirènes concernées, à :

- assurer la prise en charge, financière et technique, et selon les normes en vigueur, du **raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie** de la totalité des équipements composant la sirène. A cette fin, Montpellier Méditerranée Métropole devra faire le nécessaire pour obtenir un **rapport de visite du contrôle annuel de la conformité électrique des installations**.
- informer la préfecture (services chargés de la protection et de la sécurité civile) dans les plus brefs délais en cas d'éventuels problèmes de fonctionnement des équipements appartenant à l'Etat, afin que celle-ci fasse intervenir, le cas échéant, Eiffage.
- laisser libre accès, sous réserve de prévenance, au personnel (prestataires étatiques, personnels de l'Etat, personnels de la commune) chargé d'assurer la maintenance et l'entretien des équipements appartenant à l'Etat (remplacement du boîtier émission réception et de la batterie de l'armoire de commande notamment)
- informer préalablement (au minimum six mois avant la date prévue) la préfecture en cas de :
  - projet de démontage, aux fins de réinstallation sur un autre bâtiment, de remplacement ou de destruction, des équipements constituant la sirène ;

- projet de changement de propriétaire ou de destination du bâtiment d'implantation de la sirène, sans déplacement de celle-ci.

- informer la préfecture de tout changement de responsable de site relativement à la sirène et transmettre les coordonnées d'un nouveau correspondant.

### 3.2. Obligations de commune de Montpellier

- assurer les actions de **maintenance de premier niveau** sur l'ensemble des équipements étatiques composant la sirène (équipements listés à l'article 5) et récapitulés dans l'annexe 4 de la présente convention.

Les personnels désignés par la commune de Montpellier pour assurer ces actions recevront à cet effet une formation de la part de la société Eiffage (prestataire installateur et maintenance), ainsi qu'une documentation technique lors de la réception du site

**Hors maintenance de premier niveau décrite supra, aucune intervention autre que celle d'Eiffage ne devra être effectuée par les agents de la commune sur ces matériels.**

### 3.3. Obligations de l'Etat

L'Etat s'engage, pour la sirène concernée, à :

- communiquer à Montpellier Méditerranée Métropole partie à la convention, dès sa réception, le rapport de visite établi par Eiffage suite à la visite de site ;

- faire intervenir la société Eiffage pour assurer le maintien en condition opérationnelle des matériels dont l'Etat a la propriété ;

- assurer le fonctionnement opérationnel de l'application SAIP à laquelle est raccordée la sirène ;

- permettre au maire de faire un usage propre de la sirène, via les moyens de déclenchement locaux ou le SAIP, ou de solliciter auprès d'un tiers le déclenchement de la sirène, aux fins d'alerte des populations sur sa commune. Les conditions de ce déclenchement sont décrites dans une convention dédiée.

- informer les autres parties contractantes de tout changement de responsable relativement à la sirène et transmettre les coordonnées d'un nouveau correspondant.

### Article 4 : conditions financières

Le coût des opérations d'installation et de l'achat du matériel installé est pris intégralement en charge par l'Etat.

Le coût du raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie des installations, ainsi que le fonctionnement des moyens de déclenchement manuels locaux, reste à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire du bâtiment sur lequel est implantée la sirène.

## **Article 5 : Récapitulatif de la propriété des équipements constituant la sirène**

Au vu des éléments établis dans les articles 2 à 4 de la présente convention, la propriété des équipements constituant l'ensemble « sirène d'alerte » connectée au SAIP est répartie comme suit :

	Propriétaire de l'équipement	
	Etat	Commune de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole
Sirène	X	
Armoire électrique	X	
Armoire de commande	X	
Boîtier émission réception	X	
Antenne	X	
Compteur électrique		X
Raccordement électrique		X

Chaque partie conserve la responsabilité du fonctionnement opérationnel des équipements dont elle est propriétaire.

## **Article 6 - Date d'effet et durée de la convention**

La convention prend effet à la date de la signature par les parties du procès-verbal d'installation des matériels de raccordement au SAIP.

Cette convention est conclue pour une durée de trois années et se poursuit par tacite reconduction jusqu'à expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum. Elle pourra être prolongée par avenant après la désignation par l'Etat d'un nouveau prestataire assurant la maintenance des équipements.

La présente convention pourra faire l'objet de modifications ou d'aménagements par accord écrit des parties.

## **Article 7 - Conditions de résiliation**

Chacune des parties peut résilier la présente convention si l'autre partie contrevient aux obligations ou conditions établies par celles-ci, en adressant un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant les manquements constatés. La résiliation intervient de plein droit s'il n'est pas remédié aux dits manquements dans un délai de trois mois à compter de la réception dudit courrier.

### **Article 8 - Litiges**

En cas de litige, les parties s'engagent à trouver une solution amiable. A défaut, les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence de la juridiction territorialement compétente.

Fait à Montpellier., le

, en trois exemplaires originaux

Le préfet,

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole

Le maire de Montpellier

### **Liste des annexes à la convention :**

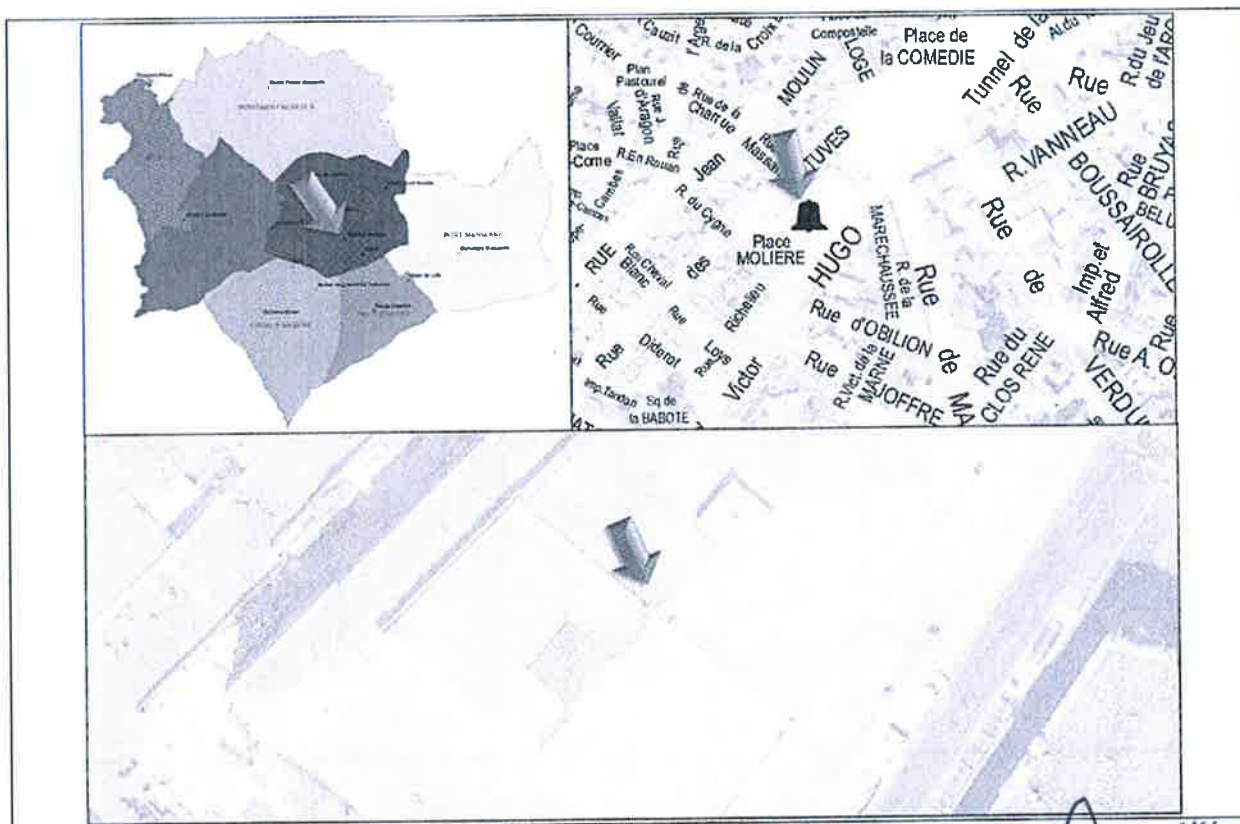
- 1) Rapport de visite de la société Eiffage
- 2) Procès-verbal de réception des installations
- 3) Description des actions de maintenance de premier niveau assurées par la commune sur les équipements de la sirène

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 1138

**Date de la visite :** 15/11/2012  
**Nom du site :** OPERA  
**Adresse Rue:** 11 boulevard Victor Hugo  
**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER  
**Cordonnées GPS en DD :** *Latitude :* 43.607774  
<http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps> *Longitude :* 3.878647  
**Propriétaire :** Agglo (Sirène Etatique)  
**Exploitant :** Opéra de Montpellier

### VUE GENERALE DU SITE



Pour le préfet et par délégation  
 Le sous-préfet, directeur de cabinet

Frédéric LOISEAU

Page 1/15

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

**Rédacteur EIFFAGE: Michel BAHOLET**

**Date :15/11/2012**

## Systeme d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
Nom :	
Fonction :	
Tel :	
Fax :	
e-mail :	
Nom :	
Fonction :	
Tel :	
Fax :	
e-mail :	
Nom :	Mr Claude AIN
Fonction :	Responsable sécurité électrique
Tel :	04.67.60.19.75
Fax :	
e-mail :	
Nom :	
Fonction :	
Tel :	
Fax :	
e-mail :	
Nom :	
Fonction :	
Tel :	
Fax :	
e-mail :	



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX

Préavis d'intervention :

Oui ☒

Non ☐

Horaires d'accès : 7h00 – 12h00 / 13h30 – 17h30

Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :

Oui ☒

Non ☐

Préciser :

Documents à prévoir (carte d'identité ...) :

Oui ☒

Non ☐

Préciser :

Plan de prévention existant :

Oui ☒

Non ☐

Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :

Oui ☐

Non ☐

Préciser :

Prévoir un plan de prévention avant intervention



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment : 40m		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Préciser :		
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Attention aux horaires de répétition dans la salle de l'Opéra		

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION		
<b>SPECIFICITES</b>		
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres :		
Compteur avec départ protégé avec différentiel :		
	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b> Une protection au TGBT est réalisée. L'Agglo devra procéder au changement du départ en mettant en place un départ 3x16Amp courbe D avec différentiel 300MA en remplacement du TRI 32Amp courbe C existant.		

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE

Régime de neutre de l'installation : TN

Emplacement de l'armoire : Sous-sol -2

Type de fixation (murale, au sol...) : Murale

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P): H 1,60 x L 1,60 x P

Tension disponible en amont :

230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>

Présence onduleur en amont : Oui ☐ Non ☒

Puissance disponible en amont :

Contacteur intégré dans l'armoire : Oui ☐ Non ☐

Dans l'armoire	<input type="checkbox"/>	Hors armoire	<input type="checkbox"/>
----------------	--------------------------	--------------	--------------------------

Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le : Jamais réalisé pour l'installation sirène

Tension de commande du contacteur :

Protection de la sirène (mise à la terre) :

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
Dans l'armoire	<input type="checkbox"/>	Hors armoire	<input type="checkbox"/>

Commande manuelle de la sirène : Oui ☐ Non ☐

Localisation : Dans l'armoire

Etat visuel :

Fonctionnement correct (essai effectué) :

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

Armoire électrique à remplacer :

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

Le TGBT se trouve au 3<sup>ème</sup> sous-sol avec départ 32Amp courbe C tri + neutre 300MA.

Contrôle intensité : phase 1 : 50,9 / 5,9 Amp

phase 2 : 42 / 5,5 Amp

phase 3 : 49 / 5,6 Amp

Il sera procédé par l'Agglo au changement de ce départ par un TRI 16Amp courbe D avec Différentiel 300Mamp

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SIRENE

#### Emplacement :

- Toiture terrasse ☐
- Edicule sur château d'eau ☐
- Clocher d'église ☐
- Autre (préciser ci-après) ☒

Sur toiture entre verrière et trappe de  
désenfumage

#### Présence d'un parafoudre :

Oui ☐

Non ☐

#### Résistance structure (prise au vent) :

Aucune note de fournie

#### Type de fixation :

Sur structure

#### Fabricant :

#### Modèle / référence :

#### Tension d'alimentation :

230 VAC ☐

Monophasé ☐

Triphasé ☐

400 VAC ☒

Triphasé ☒

Triphasé + Neutre ☐

#### Puissance :

#### Contacteur intégré dans l'armoire :

Oui ☐

Non ☐

#### Localisation :

#### Tension de commande du contacteur :

#### Etat visuel :

#### Fonctionnement correct (essai effectué) :

Oui ☒

Non ☐

#### Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :

Oui ☒

Non ☐

#### Sirène à remplacer :

Oui ☐

Non ☒

#### Nécessité d'un engin de levage :

Oui ☐

Non ☒

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

Sirène installée le 22/03/1977 par PRO-RIOT

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### CHEMINEMENT DES CÂBLES

Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:

A conserver ☒

A remplacer ☐

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

Commentaire :

Câbles entre l'armoire électrique et le TGBT :

A conserver ☒

A remplacer ☐

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

Commentaire :

Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :

Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le TGBT :

Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

Emplacement :

2<sup>ème</sup> sous-sol (sortie EDF)

Type de fixation (murale, au sol) :

Murale

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):

H 1.00 x L 1,60 x P

Tension disponible en amont :

230 VAC ☐

Monophasé ☐

Triphasé ☐

400 VAC ☒

Triphasé ☒

Triphasé + Neutre ☐

Puissance disponible en amont :

32Amp

Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :

Oui ☒

Non ☐

Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :

3-4 barrettes

Emplacement de l'antenne déportée envisagé :

Intérieur ☐

Extérieur ☐

Compléments d'information :

La Préfecture demande l'accord à l'Agglo pour positionner les 2 coffrets à l'emplacement de l'armoire électrique existante.

Validation du niveau de signal au nouvel emplacement :

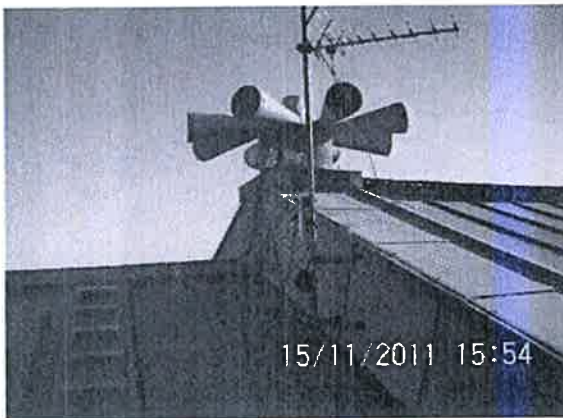
Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### PHOTOS DU SITE

#### Photos de la sirène existante



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Vue du TGBT au 3<sup>ème</sup> sous-sol



Départ existant au TGBT  
à changer



### Emplacement de l'armoire électrique existante

Armoire électrique  
existante à changer

Armoire de  
commande



FT à  
conserver



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire

En attente du Rapport de la Conformité électrique qui doit être fourni par la Mairie ou l'Agglo à La  
Préfecture



## ANNEXE 4

### **Description des actions de maintenance de premier niveau sur l'ensemble des équipements étatiques composant la sirène.**

Les actions de maintenance se répartissent entre la maintenance préventive et la maintenance corrective.

Les équipements concernés sont l'antenne, l'armoire de commande, le BER, **l'armoire électrique et la sirène.**

La maintenance préventive est réalisée annuellement. Les contrôles suivant, principalement visuels, seront réalisés :

- Absence de dégradation visible à l'intérieur et à l'extérieur de l'armoire de commande, au niveau de l'antenne lorsque celle-ci est visible;
- Alimentation de l'armoire de commande en état de fonctionnement via le réseau électrique ou la batterie;
- Fonctionnement nominal de la résistance chauffante dans l'armoire de commande;
- Fonctionnement nominal du BER;
- A partir de la troisième année révolue suivant l'installation, vérification de la capacité de la batterie dans l'armoire de commande;
- **Absence de dégradation visible à l'intérieur et à l'extérieur de l'armoire électrique;**
- **Alimentation de l'armoire électrique en état de fonctionnement via le réseau électrique;**
- **Fonctionnement nominal de la résistance chauffante dans l'armoire électrique;**
- **Protection moteur en état de fonctionnement.**

La maintenance corrective consiste en des actions ponctuelles de contrôles, sur les équipements de l'installation, suite à une détection d'anomalies issue d'une action locale ou à distance. Elle vise à avoir un premier niveau d'analyse des anomalies constatées afin d'entreprendre les démarches correctives lorsque l'élément en défaut sera identifié.

Les contrôles se limiteront à ceux dispensés lors de la formation délivrée par EIFFAGE et pourront se faire en collaboration avec la préfecture.

La documentation remise par EIFFAGE lors de la réception du site contient la description précise des matériels installés.

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code  
Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

### Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant une convention à partir du 1er mai 2016.

A ce titre, il est proposé d'attribuer un local associatif au profit de l'association déclinée dans le tableau ci-joint.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et sur le compte de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention
Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse (A.E.F.E.J)	Résidence Aiguelongue 913 rue Montasinos 34090 Montpellier	4 290 €	35 €	4 255 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse », pour les locaux situés 913 rue de Montasinos et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver la convention d'occupation du domaine privé passée avec l'association « Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**





## CONVENTION DE LOCATION

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,  
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par  
délibération du 28 avril 2016:

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**L'association « Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la  
Jeunesse – A.E.F.E.J »**

Domiciliée .....  
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT:**

La Ville de Montpellier met à disposition du preneur le bien situé :

Résidence Aiguelongue  
913 rue Montasinos  
34090 Montpellier

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et  
conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

### Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est  
autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-  
après.

| Paraphe Ville

Paraphe Preneur



## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la disposition du preneur les lieux ci-après désignés :

Résidence Aiguelongue  
913 rue Montasinos  
34090 Montpellier

Les lieux loués ont une superficie de 39 m<sup>2</sup>.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée d'un an renouvelable 1 fois, à compter de la date de signature.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Loyer et charges**

#### **4.1. Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

#### **4.2 - Loyer**

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 4 290 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 4 255 €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

#### **4.3 - Charges**

Le preneur s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.

### **Article 5 - Obligations du preneur**

#### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

255

- la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
  - 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
  - 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
  - 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
  - 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
  - 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorgner les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;

- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteriers et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des détritiques ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.
- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

### **Article 6 – Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité  
Direction Architecture Immobilier  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

### **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir le bailleur par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de trois mois.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

### **Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

**Pour la Ville**

**Pour le preneur,**

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre. Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 29 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 33 724,50 €.

DATE	SALLE	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
21/04/2016	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français Montpellier	3260	0	3260
23 et 24/04/2016	Salle Jules PAGEZY	Association AET	3630	1815	1815
30/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	315	30,5	284,5
30/04/2016	Salle de réceptions Grammont	Assemblée Spirituelle des Baha'is de Montpellier	2040	51	1989
03/05/2016	Salle Jules PAGEZY	APIJE	1630	51	1579
09/05/2016	SALLE PETRARQUE	ISCRA	610	30,5	579,5
11/05/2016	Salle de réceptions Grammont	POLE EMPLOI	2040	51	1989
12/05/2016	SALON DU BELVEDERE	enfance et partage	315	0	315
13 et 14/05/2016	SALLE PETRARQUE	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	1220	61	1159
14/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	La Garriga Lengadociana	315	30,5	284,5
17 au 20/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	TOL'EVENTS	945	91,5	853,5
18/05/2016	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	610	30,5	579,5
18/05/2016	SALON DU BELVEDERE	Association pour le Développement des Soins Palliatifs	315	30,5	284,5
19/05/2016	SALLE PETRARQUE	Mouvement du Nid	610	30,5	579,5
19 et 20/05 ; 8/06/2016	CENTRE RABELAIS	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	4755	231	4524
20/05/2016	SALON DU BELVEDERE	Association Rêves de Mômes	315	157,5	157,5
21/05/2016	SALLE PETRARQUE	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	610	30,5	579,5
21/05/2016	Salle Jules PAGEZY	La Culture Bulgare en LR	1630	815	815
23/05/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	RICHTER +	450	30,5	419,5
24/05/2016 et 4/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Centre Africains du Languedoc-Roussillon	3260	866	2394
26/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Lève-toi et Danse	315	30,5	284,5
26/05/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
27/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Montpellier 2020	315	30,5	284,5
28/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Française des Sclérosés en plaques	315	30,5	284,5
28/05/2016	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Flamenco	1630	51	1579
28/05/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Club sportif des Sourds (secteur Badminton)	450	30,5	419,5
29/05/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	3000	102	2898
29/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Générale Sourds Montpellier Région	610	61	549
31/05/2016	SALLE DES RENCONTRES	etablissement français du sang	2700	0	2700
TOTAL			38525	4800,5	33724,5

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**



## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

### **Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 165 €

Les associations concernées sont :

MPT PARKS : Arpège 165€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1650 €

Les associations concernées sont :

MPT VILLON : Football club petit bard 110€

MPT PARKS : Montpel'libre 110€

MPT CHOPIN : Beaux-arts pierre rouge 220€

MPT CURIE : Pétanque club 110€

MPT DUBOUT : Seconde chance 55€

MPT LAGRANGE : Secours populaire 110€

MPT PAGNOL : Synergie des mémoires humaines 110€, Fianganana protestanta malagasy atyandafy 110€

MPT VOLTAIRE : blues de vache 275€, Jumeaux et plus 34 440€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

MONTPELLIER Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux						Ponctuelle		
Maison pour tous :			Villon	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
Pour Conseil municipal du:			29-avr-15					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Football Club Petit Bard	Abdellatif EL FAZRI FC Petit Bard – BP 7223 – 34086 Montpellier cedex 4 tel : 07 60 08 02 17	club de football	Réunion de concertation des habitants – sécurité du Stade Rachid Malla Assemblée générale du club		Vendredi 29 avril 2016 de 18h à 22h Dimanche 5 juin 2016 de 18h à 23h	2 Demi journée salle pour - 60 personnes	110 €
Maison pour tous :			PARKS	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Montpel'Libre	Pascal ARNOUX 9 rue de la poésie 34000 Montpellier - 06 47 85 59 42	sensibilisation et accompagnement logiciels libres	"les quatre libertés" : - comment fonctionne le web, du navigateur au serveur, - introduction à la ligne de commande sous GNU/Linux, et - permanences et - assistance pour découvrir Linux	mercredi 18 mai et 15 juin de 17h30 à 19h30	18 mai et 15 juin de 17h30 à 19h30	2 Demi journée salle pour - 60 personnes	110 €
Maison pour tous :			Frédéric CHOPIN	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Sylvette JEAN-NOEL 12 Esplanade de la Musique 34000 Montpellier Tel. 04 67 79 95 75		Loto de quartier		Dimanche 22 mai 2016 de 12h à 18h	Journée salle de + 60 personnes	220 €
Maison pour tous :			Marie - Curie	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
Pour Conseil municipal du:								
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pétanque club	Alain DI MEGLIO 66 route de Lodève 34080 Montpellier 06 12 24 26 96	Club de pétanque	Tournoi de boules , Rencontres annuelle des club ,		07/05/2016 9h à 21h	Demi journée salle pour + 60 personnes	110 €
Maison pour tous :			Albert Dubout	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Seconde chance	Christophe COLRAS 675 rue de Montasinos 34090 Montpellier 06 95 41 95 16	Création d'un club de foot et activités culturelles et sportives	Réunion en vue de recréer un club de foot sur Aiguelongue	Demande rétroactive	Lundi 21 janvier 2016 de 18h à 20h	Demi journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :			L Lagrange	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Secours Populaire Français	représentante : Fanny SALAS 78 rue du Faubourg Boutonnet	Solidarité	Gouter	ras	23 avril 14h 20h	Demi journée salle pour + 60 personnes	110 €
Maison pour tous :			Marcel PAGNOL	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Synergie des Mémoires Humaines	Coordonnatrice Karine 06 95 38 97 20 - 421 Rue CROIX DE LAS CAZES, Rés. LE GOLF BAT.4, 34000 MONTPELLIER	Lutter contre l'échec scolaire, faciliter l'enseignement, faire aimer l'école à tous, sans exception. Faciliter l'accès aux langues vivantes pour tous. Amplifier la capacité de mémorisation des publics	Loto pour permettre aux personnes n'ayant pas les moyens d'inscrire leurs enfants en séjour linguistique		Dimanche 22 Mai 2016 de 13h à 19h	Demi journée salle pour + 60 personnes	110 €
	Fiangonana Protestanta Malagasy Atyandafy	RASOLOFOARIJAONA Fanomezantsoa Président rasofo6@hotmail.fr 06 34 44 74 95	promouvoir la culture malagache	Soirée Spectacle		Samedi 16 Juillet 2016 à partir de 19h	Demi journée salle pour + 60 personnes	110 €
Maison pour tous :			voltaire	Pour la période de :		avril à juillet 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	blues de vache	Sauvagnac Jacqueline 140 rue Pierre Bon 34000 Montpellier 0670913831	Gestion et assistance des activités artistiques et pédagogiques	Stage de batterie et guitare	AF mpt	Du 25 au 29/07 de 13h à 20h	5 Demi journée salle pour - 60 personnes	275 €
	jumeaux et plus 34	LOPEZ ANDRE 446 rue Combe Caudé 34070 Montpellier 0608607865	Aide matérielle aux familles de jumelés	Bourse aux vêtements AG arbre de Noël	AF mpt	01/10/16 04/12/16 29/01/17 25/03/17	4 Demi journée salle pour + 60 personnes	440 €
							TOTAL	1 650 €

<b>M</b>		Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle	
Maison pour tous :		PARKS		Pour la période de :		avril à juin 2016		
Pour Conseil municipal du:		avr-16						
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ARPEGE	Raphaël MORENO 06 12 77 69 09 - assoarpege@gmail.com	Promotion de la musique et de l'enseignement musical	Répétitions Musiciens	participation au projet de la MPT	jeudi 20h30-23h	2H30	165 €

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

## ANNEXE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 avril 2016

### Octroi de la protection fonctionnelle aux personnes suivantes :

- Marie-Line BEURNE, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et de violence le 22 janvier 2016 boulevard de Strasbourg ;
- Fabienne HEROUX, agent municipal (Education), faits du 25 juin 2015 à l'Ecole SIMON ;
- Mounira AMARA, agent municipal (Education), victime de harcèlement, Ecole VOLTAIRE ;
- Fatima CHENTOUFI, agent municipal (Education), victime de harcèlement, Ecole VOLTAIRE
- Laurent BOURLET, agent municipal, incident Mairie de Montpellier
- Christophe VIDORI, agent municipal (DRTP), victime de violence et outrages le 4 avril 2016 Place de la Comédie ;
- Cyril MICHEL, agent municipal (DRTP) victime de violence et outrage le 4 avril 2016 Place de la Comédie ;
- Thierry FRANCOIS, agent municipal (DRTP), victime de violence et outrage le 4 avril 2016 Place de la Comédie ;
- Mustapha AKAM, agent municipal (DRTP), victime de violence et outrage le 4 avril 2016 Place de la Comédie.



## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Convention de gestion de la Comédie du Livre

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Comédie du Livre est une manifestation organisée chaque année à Montpellier, devenue en 30 ans un évènement littéraire majeur en France. Rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région, elle est considérée comme une des grandes manifestations littéraires au niveau national par le Centre National du Livre. Elle réunit un large public (21 000 visiteurs et 5 000 jeunes participants à des actions scolaires pour l'édition 2015) autour d'une programmation internationale riche et variée, faite de rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes. Seule manifestation littéraire de ce niveau sur le territoire métropolitain, elle contribue ainsi à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région, au premier rang desquels la librairie indépendante.

Par délibération n°13246 du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a décidé que la Comédie du Livre était une manifestation d'intérêt métropolitain. A ce titre, les droits, obligations et contrats relevant de la Ville de Montpellier pour la Comédie du Livre 2016, ont vocation à être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole. Considérant les ressources nécessaires à l'organisation de la Comédie du Livre 2016, et compte tenu que ces ressources sont à ce jour toujours présentes au sein des services de la Ville de Montpellier, il convient de conclure une convention de gestion de service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la Comédie du Livre 2016. Cette convention précise notamment les moyens humains, matériels, les contrats et l'enveloppe financière allouée à cette opération. Elle définit l'ensemble des modalités d'intervention de la Ville de Montpellier pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les modalités de remboursement des dépenses engagées par la Ville.



En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de gestion relative à la Comédie du livre et d'autoriser l'autorité territoriale à la signer, ainsi que tout document afférent à cette affaire ;
- D'inscrire au budget les dépenses et recettes correspondantes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

## **Annexe 1 : descriptif de l'opération Comédie du Livre**

### **I. Moyens humains affectés à l'opération et quotité de temps de travail consacrée à la mission**

#### **A. Direction de la Culture et du Patrimoine :**

- 1 chargé de mission livre et diffusion des savoirs (85%)
- 1 assistant de production (90%)
- 1 responsable du service Administration (10%)
- 1 chargé du suivi administratif et financier (40%)
- 1 responsable du service Manifestations (40%)
- 2 assistants de production service Manifestations (10% chacun)
- 1 attaché territorial contractuel en renfort à temps complet pour une durée de 3 mois

Soit 2.85 ETP (hors renfort) pour la Direction de la Culture et du Patrimoine.

#### **B. Heures supplémentaires réalisées lors de la manifestation :**

Edition	Coût Heures supplémentaires	Nombre d'heures	Nombre d'agents concernés
2015	11 259 €	671	37
2014	10 835 €	664	44

## II. Moyens matériels et contrats affectés à l'opération

### A. Marchés de la Direction de la Culture et du Patrimoine :

Nature du besoin	Montant HT	Fournisseur	N° mapa
Service d'agence de voyages	85000 maxi	Afat Voyages	5B0016
Scénographie, déclinaison graphique et signalétique, catalogue	30 000	Aurélie Torre	5B0172
Achat de livres CDL 2016	1500	Sauramps	6A0054
Mission relation presse pour CDL 2016	14990	Catherine Roger	6A0080
hébergement des auteurs et invités de la Comédie du Livre 2016, du 26 au 29 mai 2016	36000 maxi	Hôtels Mercure et Aragon	6B0010
location, mise en place et exploitation d'équipements de distribution électrique, de sonorisation et de vidéo	38000 maxi	Texen et CQFD	6B0024
traduction de documents divers	600	ACB	6A0390
réalisation d'objets supports de communication	4000	En cours	6A0702

### B. Marchés transversaux utilisés pour la Comédie du Livre:

- Gardiennage de sites (SM Sécurité, marché H81)
- Location de tentes et structures (SML, marché 4D0033)
- Signalétique (ISF, marché 4D0025)
- Travaux d'impression (Impact, marché 3D0303)
- Prestations d'hôtellerie (divers titulaires, marché 4C0038)

## Annexe 2: budget prévisionnel 2016

Annexe 2: Budget prévisionnel 2016			
BUDGET COMÉDIE DU LIVRE 2016 VILLE			
DÉPENSES		DCP Ville	
PRODUCTION			
Achats de livres, documentation, abonnements			2 500,00 €
Traduction des courriers d'invitation			1 200,00 €
Cachets	Rémunération auteurs		40 000,00 €
	Rémunération modérateurs		16 000,00 €
	Rémunérations interprétiariats		12 000,00 €
	Rémunérations lecteurs		3 500,00 €
	Rémunération animations et ateliers		13 000,00 €
	Transports - Voyages	Transports et déplacements	
	Remboursement de frais		2 500,00 €
	Frais de Taxi		100,00 €
	Transports en commun (tramway)		200,00 €
Hébergement	Hotels		40 000,00 €
Restauration	Repas généraux		27 000,00 €
	Repas soirée de clôture	Prise en charge Protocole	
	Repas événements spéciaux		100,00 €
	Prestation Petit-Déjeuner		400,00 €
	Prestation Brunch + apéritif littéraire		150,00 €
	Eau + Jus		478,10 €
	Soirée Inaugurale	Transport soirée Inaugurale	
	Repas soirée inaugurale	Prise en charge Protocole	
	Location lieu de réception	partenariat	
	Animation littéraire	partenariat	
	Vin Soirée Inaugurale	partenariat	
Total production TTC			194 128,10 €
TECHNIQUE			
Direction Technique	Direction Technique		17 500,00 €
	Appul Technique		10 000,00 €
Scénographie	Conception scénographie		11 110,00 €
	Conception signalétique		15 000,00 €
	Aménagement, Signalétique directionnelle, décoration		64 000,00 €
	Projet ENSAM		2 000,00 €
	Mobilier		2 000,00 €
	Location véhicule		530,00 €
	Tentes, structures, planchers		83 000,00 €
	Brumisateur espace R + Clim PE		1 836,00 €
	Nappes		700,00 €
	Location espaces	Occupation espace public	Partenariat - NV
	Salles Corum		- €
	Salle Rabelais	Partenariat - NV	
	Opéra Comédie (salle Molière)	Partenariat - NV	
	Auditorium Canopé		- €
	Auditorium du Musée Fabre	Interne, non valorisé	
Gardiennage et sécurité	Gardiennage		26 482,26 €
	Location Extincteurs		730,00 €
	Service d'assistance		1 985,00 €
Frais de fonctionnement	Electricité		9 486,95 €
	Sonorisation		11 447,87 €
	Vérification électrique		500,00 €
	Ligne téléphonique		1 236,00 €
Total Technique TTC			259 544,08 €
COMMUNICATION (Prise en charge DCP)			
Communication éditoriale	Réalisation catalogue		4 721,75 €
	Impression catalogue (7000 ex.)		7 000,00 €
	Réalisation projets étudiants	Partenariat Université Paul-Valéry	
	Projets étudiants partenariat UPV	Prise en charge M3M voir ci-dessous	
Communication visuelle	Rémunération artiste pour création du visuel		4 000,00 €
	Déclinaisons du visuel		2 498,25 €
	Impression objets publicitaires (sacs, flyers, cartes)		3 000,00 €
	Réalisation carton Invitation (Protocole)	Interne, non valorisé	
	Impression invitation (Protocole)	Interne, non valorisé	
	Réalisation flyer livre d'artiste	Interne, non valorisé	
	Impression flyer livre d'artiste		- €
	Réalisation badges	Interne, non valorisé	
	Réalisation visuel tee-shirt	Interne, non valorisé	
	Impression tee-shirt		1 700,00 €
	Captation vidéo		4 940,40 €
	Couverture photo		- €
	Relations Presse	Attachée de presse	
Total Communication DCP TTC			45 848,40 €
TOTAL DÉPENSES COMÉDIE DU LIVRE 2016 VILLE TTC			499 520,58 €
BUDGET COMÉDIE DU LIVRE 2016			
RECETTES		DCP Ville	
Ambassades et Instituts culturels			
Institut culturel Italien			3 000,00 €
Partenaires privés			
			- €
Subventions			
CNL			28 000,00 €
Sofia			- €
Région Languedoc-Roussillon			31 000,00 €
Autres produits de gestion			
Total fonds propres Direction de la Culture du Patrimoine Ville			437 520,58 €
TOTAL DES RECETTES COMÉDIE DU LIVRE 2016 VILLE			499 520,58 €



## **CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Entre les soussignés :**

La commune de Montpellier représentée par son Maire en exercice Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du 28 avril 2016, ci-après dénommée "la Commune",

d'une part,

**Et :**

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par son Vice-Président—dûment habilité par délibération du ....., ci-après dénommée "la Métropole",

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 5217-7 et L 5215-27

VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015

VU la délibération n° 2015/13246 du 30 septembre 2015 établissant l'intérêt métropolitain de la manifestation Comédie du Livre

VU les avis rendus par les comités techniques de la Commune de Montpellier et de la Métropole les 15 avril 2016 et 7 avril 2016

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La Commune assure par la présente convention, la gestion des missions décrites en annexe 1.

### **Article 2 - Périmètre de la convention**

La convention concerne la mise en œuvre de la manifestation Comédie du Livre

### **Article 3 - Durée**

La présente convention porte sur l'organisation, la mise en œuvre et le suivi de l'édition 2016 de la Comédie du Livre. Elle prendra fin à la date du transfert effectif à Montpellier Méditerranée Métropole des moyens et personnels de la commune de Montpellier affectés à l'opération

### **Article 4 - Modalités d'organisation des missions et services concernés**

La Commune exerce les missions objet de la présente convention pour le compte de la Métropole. Elle s'engage à respecter les normes et la réglementation applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans la limite des moyens décrits dans les budgets prévisionnels détaillés en annexe 2 et sur la base des éventuels taux horaires, tarifs et modalités de facturation définis dans cette annexe.

L'annexe 1 est relative aux moyens humains et matériels (y compris les marchés et contrats en cours) dévolus à la manifestation ; la partie relative aux heures supplémentaires effectuées est indicative, sur la base des réalisations 2014 et 2015, et fera l'objet d'un remboursement au réel lors du bilan de la manifestation.

Les missions qui seront exercées par la Commune s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la Commune, par du personnel affecté par celle-ci à la gestion du service.
- les moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre du service.
- les contrats passés par la Commune pour l'exercice du service.

La Commune assure la gestion de tous les contrats en cours afférents aux missions relevant des services dont elle a la gestion.

La Commune prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. En vue d'assurer la coordination entre les parties, la Commune informera préalablement la Métropole des actes engageant de manière significative la gestion et /ou le coût du service, objet de la présente, sur les plans humain, financier et opérationnel.

### **Article 5 – Modalités de gestion des services et personnels**

La Commune reste l'employeur du personnel, qui assure la gestion du service objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la Commune.

### **Article 6 – Equipements et matériels du service**

Sans objet



## **Article 7 – Modalités financières, comptables et budgétaires**

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole, à l'intérieur des enveloppes définies dans le cadre des budgets prévisionnels établis en annexe2 et /ou sur la base des tarifications, modalités de refacturation et taux horaires mentionnés dans cette annexe, dans le respect des règles de la comptabilité publique

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice du service, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Commune de Montpellier de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exercice de la convention.

Le détail des dépenses et des recettes, pour la Commune, sera précisé dans le cadre des budgets prévisionnels joints en annexe2

En cas de modification substantielle d'un ou plusieurs budgets, par rapport aux budgets initiaux tels que présentés en annexe 2, un avenant à la présente convention sera conclu.

## **Article 8 -Rémunération**

La réalisation par la Commune des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération. Les prix des fournitures et prestations internes et externes sont refacturés à l'euro près.

Ces demandes de remboursement interviendront en fin d'exercice 2016 sur la base du décompte visé à l'article 7 et d'une facture globale telle que définie en annexe 2.

## **Article 9-Modalités de remboursement et écritures comptables**

La Métropole assurera la charge des dépenses nette des recettes, réalisée par la Commune. L'annexe 2 précise les éléments de budget prévisionnel et l'annexe 1 les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre de l'opération. Les remboursements s'opéreront au réel des dépenses réalisées par la Ville.

Conformément à la rubrique 49422 de l'annexe au décret n° 2007-450 du 25 mars 2007, la Commune transmettra à la Métropole un décompte des paiements réalisés, accompagné d'une copie des bulletins de salaires et factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations.

De la même manière, la Commune transmettra à la Métropole un état des recettes perçues accompagné des pièces justificatives.

Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de paiement dans les délais restera à sa charge.

Afin que la Métropole puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- A la section de fonctionnement
- À la section d'investissement

#### **Article 10 – Subventions**

La Commune supporte les dépenses et encaisse les recettes liées à la gestion des services et missions tels que définis en annexe 1.

Le cas échéant, elle sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible et informe la Métropole de ces demandes, qui en prendra acte par voie de délibération concordante.

#### **Article 11 – Organisation et coordination**

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Commune et la Métropole définissent en annexe 1 de la présente convention les interlocuteurs chargés de la mettre en œuvre. Cette annexe détaille si nécessaire les modalités d'organisation des relations entre la Commune et la Métropole pour la bonne mise en œuvre du service objet de la présente.

#### **Article 12-Suivi**

Sans objet

#### **Article 13 – Responsabilité - assurance**

La Commune est responsable de l'exercice des missions et des éventuels dommages résultant des obligations relevant de la présente convention.

A ce titre elle couvre sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra à la Métropole.

De même elle se garantit contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens meubles et immeubles visés à l'article 6.

#### **Article 14– Attribution juridictionnelle**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Le Maire de la Commune, le Président de la Métropole, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

**Fait à :**

**Le :**

(En .... Exemplaires)

Le Maire de la commune de Montpellier, M. Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du 28 avril 2016,

Le Vice- Président dûment habilité par délibération du .....



## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Création d'un service commun de chauffeurs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leurs services de chauffeurs à la direction du cabinet du Maire dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette création de service commun permet de rationaliser les fonctions de chauffeurs des deux collectivités et simplifier l'organisation matérielle des déplacements sur le territoire des 31 communes.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, telle que présentée en annexe, en vertu de laquelle le service commun de chauffeurs est géré par la Ville de Montpellier et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Ville de Montpellier ou sous celle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Métropole à la Ville de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités (37,5% Métropole / 62,5% Ville).

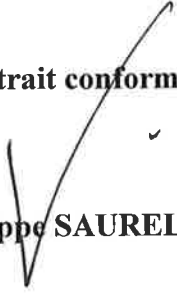
Le Comité technique de la Ville a été saisi, le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole et son Assemblée délibérante le seront également.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de création d'un service commun de chauffeurs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autoriser l'autorité territoriale à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- D'approuver les fiches d'impact afférentes ;
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**



## Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

### Convention de création d'un service commun Chauffeurs du cabinet

---

#### SOMMAIRE

Article 1 : Objet.....	2
Article 2 : Conditions générales.....	2
Article 3 : Responsabilité.....	3
Article 4 : Transfert de l'autorité .....	3
Article 5 : Situation du personnel mutualisé .....	3
Article 6 : Modalités financières.....	3
Article 7 : Durée - Résiliation.....	4
Article 8 : Dispositif de suivi .....	4
Article 9 : Litiges.....	4

---

#### Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Pierre BONNAL, Vice Président délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 5 février 2015,

ci-après dénommée « la Métropole », d'une part.

#### Et

la Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 19 février 2015,

ci-après dénommée « la Ville », d'autre part,

## PREAMBULE

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Concomitamment à ces évolutions, dans une démarche de mutualisation, la Métropole et la Ville souhaitent mettre en place un service commun de chauffeurs du cabinet et ont déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Ville et de la Métropole respectivement du 15 avril et du 17 mai 2016,

Vu les délibérations des assemblées délibérantes de la Ville et de la Métropole en date respectivement des 28 avril et 26 mai 2016.

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### **Article 1 :     Objet**

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun de chauffeurs du Cabinet.

Cette mutualisation concerne 8 postes de chauffeur, dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

### **Article 2 :     Conditions générales**

Ce service commun sera géré par la Ville, où est établie sa résidence administrative.

### **Article 3 : Responsabilité**

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

### **Article 4 : Transfert de l'autorité**

En fonction de la mission réalisée, les chauffeurs du cabinet sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Chef de cabinet pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

### **Article 5 : Situation du personnel mutualisé**

La carrière est gérée par la Ville, collectivité de rattachement du service commun, qui verse la rémunération des chauffeurs du cabinet.

L'organisation, les conditions et la durée de travail sont établies par la Ville. La Ville procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Métropole.

La Commission Administrative Paritaire est celle de la Ville. Les questions collectives, notamment en termes d'organisation des services, sont examinées par le Comité Technique compétent, de la Métropole ou de la Ville.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Ville, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité des œuvres sociales et culturelles.

### **Article 6 : Modalités financières**

Afin de pouvoir accomplir les missions qui incombent au cabinet, la Métropole et la Ville s'engagent à mettre à disposition, chacune à leurs propres frais, les moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice de ces missions. Ces dépenses incluent notamment les frais de mission engagés sous l'autorité fonctionnelle de l'une ou l'autre des collectivités.

Les dépenses mutualisées et entrant dans le calcul du remboursement concernent les charges de personnel, frais assimilés et avantages en nature consentis au personnel du service commun dans l'exercice de leurs fonctions (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formations, moyens de locomotion et de télécommunication mis à disposition exclusive de l'agent, le cas échéant frais de mission commune...). Ils sont pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Métropole rembourse à la Ville ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre la Métropole (37,5%) et la Ville (62,5%). Le remboursement est effectué trimestriellement sur la base d'états de frais mensuels.

#### **Article 7 : Durée - Résiliation**

La présente convention entrera en vigueur, après signature et transmission en préfecture, au plus tôt le 1<sup>er</sup> juin 2016.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3<sup>ème</sup> mois suivant cette information.

#### **Article 8 : Dispositif de suivi**

Un suivi contradictoire régulier de l'application de la présente convention est assuré par un Comité de suivi composé de 2 représentants (élus ou agents) de la Métropole, nommés par le Président, et de 2 représentants (élus ou agents) de la Ville, nommés par le Maire.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an pour établir un bilan financier et qualitatif succinct relatif à l'application de la présente convention. Ce rapport est transmis au Président de la Métropole et au Maire de la Ville.

#### **Article 9 : Litiges**

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier, le

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,  
ci-dessus dénommée « la Métropole »

Pour la Ville de Montpellier,  
ci-dessus dénommée « la Ville »

Le Vice Président délégué aux ressources humaines,

Le conseiller municipal délégué aux  
ressources humaines,

Pierre BONNAL

Abdi EL KANDOUSSI

## Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet en

application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Boucif BEKKLICLOUFI
Collectivité d'origine :	Ville de Montpellier
Catégorie :	B
Grade :	Technicien
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des techniciens dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Avantages acquis de la Ville de Montpellier
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet en

application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Christophe BERNARDI
Collectivité d'origine :	Métropole
Catégorie :	C
Grade :	Adjoint technique 1cl.
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Adjoints techniques 1cl. dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat. Maintien du régime indemnitaire au choix de l'agent
Avantages collectivement acquis :	Peut conserver les avantages acquis auprès de la Métropole
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier



## Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet en

application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Rodolphe BROUZET
Collectivité d'origine :	Ville de Montpellier
Catégorie :	C
Grade :	Agent de maîtrise principal
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Agents de maîtrise dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Avantages acquis de la Ville de Montpellier
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

**Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet** en application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Jean-François CABANE
Collectivité d'origine :	Ville de Montpellier
Catégorie :	C
Grade :	Adjoint technique principal 2cl.
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Adjoints techniques principaux dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Avantages acquis de la Ville de Montpellier
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet en

application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Michel GIBERT
Collectivité d'origine :	Métropole
Catégorie :	C
Grade :	Agent de maîtrise
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Agents de maîtrise dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat. Maintien du régime indemnitaire au choix de l'agent
Avantages collectivement acquis :	Peut conserver les avantages acquis auprès de la Métropole
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

**Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet** en application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Franck LALANNE
Collectivité d'origine :	Ville de Montpellier
Catégorie :	C
Grade :	Agent de maîtrise
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Agents de maîtrise dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Avantages acquis de la Ville de Montpellier
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet en

application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Stéphan ROCAFULL
Collectivité d'origine :	Métropole
Catégorie :	C
Grade :	Agent de maîtrise
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Agents de maîtrise dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat. Maintien du régime indemnitaire au choix de l'agent
Avantages collectivement acquis :	Peut conserver les avantages acquis auprès de la Métropole
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Convention de création de service commun Chauffeurs du Cabinet en

application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités

**FICHE D'IMPACT** « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

Agent mutualisé :	Eric TEULON
Collectivité d'origine :	Ville de Montpellier
Catégorie :	C
Grade :	Adjoint technique principal 2cl.
<b>REMUNERATION ET DROITS ACQUIS</b>	
Impact sur le régime indemnitaire applicable :	Régime indemnitaire des Adjoints techniques principaux 2cl. dans la limite du plafond global annuel retenu par les services de l'Etat.
Avantages collectivement acquis :	Avantages acquis de la Ville de Montpellier
NBI :	Aucune NBI
<b>ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	
Position statutaire :	Agent titulaire en activité
Poste occupé :	Chauffeur
Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail	Dispositions applicables aux fonctions de chauffeur.
Affectation	Le service commun est géré par la Ville de Montpellier
Lieu de travail	Métropole et Ville de Montpellier
Supérieur hiérarchique	Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de la Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation des logements de fonction de la ville de Montpellier.

Par délibération en date du 4 octobre 2014 il a été fixé la réforme du régime des concessions de logement et la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement.

Compte tenu que le logement avec convention d'occupation précaire avec astreinte attribué au Directeur de la réglementation et tranquillité publique n'est plus d'utilité, il est proposé au Conseil Municipal de modifier la délibération du 6 février 2012 en supprimant le logement susvisé et la délibération subséquente du 4 octobre 2014 fixant les modalités de paiement des fluides pour chaque logement.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les modifications apportées aux délibérations du 6 février 2012 et du 4 octobre 2014 et présentées ci-dessus..

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Astreinte Police Municipale dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015, il a été fixé les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

L'évolution des phénomènes pluvieux orageux et la mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde implique désormais une forte mobilisation du service de la police municipale.

Afin de répondre aux obligations de sauvegarde et de protection des populations dans le cadre des événements majeurs, il est proposé de créer une astreinte de sécurité, en complément du service général de police. Cette astreinte vise à renforcer le service de la police municipale et à garantir une présence au sein du territoire communal.

A ce jour, deux périodes sont identifiées particulièrement sensibles :

- Une période automnale : semaine 35 à 49 (fin août, début décembre)
- Une période printanière : semaine 9 à 17 (mars et avril)

Cette astreinte mobilisera 11 policiers dont 1 agent répondant du Centre Opérationnel de Commandement.

L'astreinte sera hebdomadaire, pendant les périodes automnale et printanière pré-définies ci-dessus, et mise en œuvre du lundi au lundi.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, vu l'avis du Comité technique, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
-----------	---------	----------------------------	--------------------	----------



DRTP	Police Municipale	Tous grades de la filière Police Municipale	Semaine complète (du lundi au lundi)	De la semaine 35 à la semaine 49 et de la semaine 9 à la semaine 17 pour interventions sur le terrain lors d'évènements climatiques exceptionnels
------	-------------------	---	--------------------------------------	---

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Astreinte Police Municipale – Etat major

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015, il a été fixé les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

L'astreinte de l'Etat-major de la Police Municipale s'organise à partir des 3 chefs de service (Responsable du service de la Police Municipale et ses deux adjoints) et il apparaît nécessaire de l'étendre Centre Opérationnel de Commandement.

Ces 4 chefs de services de PM sont amenés à participer à la coordination des plans d'intervention sur le terrain, à assurer la communication et le lien avec les autorités municipales.

Cette évolution est confortée par les procédures établies par le Plan Communal de Sauvegarde et le nécessaire positionnement de la Police Municipale à l'occasion de sa mise en œuvre.

Au regard de ces différentes évolutions, et suite à l'avis du Comité technique, il est proposé d'étendre l'astreinte au responsable du Centre Opérationnel de Commandement.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions

D RTP	Police Municipale	Policiers municipaux Chef de service de PM	Semaine complète (du lundi au lundi)	Astreintes téléphoniques à domicile pour intervention sur le terrain en cas de problème de sécurité
-------	-------------------	---	--------------------------------------	---

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

## **Séance publique du jeudi 28 avril 2016**

**Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

### **Astreinte plan communal de sauvegarde- Service sécurité civile**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015 il a été fixé les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

Depuis ces dernières années, la Cellule Prévention et Gestion des Risques a vu ses missions, sa mobilisation et ses compétences se développer, vis-à-vis de son expertise, pour contribuer à une gestion transversale de la sécurité civile au sein de l'administration (risques naturels, technologiques, sanitaires et sociétaux). Cette cellule prend désormais l'appellation de « service sécurité civile » et il est créé un poste d'agent de maîtrise, ciblé technicien territorial.

Par délibération en date du 17 décembre 2012, il a été procédé à la mise en place d'une Astreinte de décision pour le plan communal de sauvegarde au sein de la cellule prévention et gestion des risques afin d'assurer, dès la confirmation d'un événement de sécurité civile et sur validation de la hiérarchie, la mobilisation des moyens prévus par le Plan Communal de Sauvegarde.

En conséquence, les agents mobilisés sont en mesure d'accompagner les décisions de l'autorité municipale et d'intervenir au sein du poste communal de commandement.

Au regard de l'évolution des besoins, et suite à l'avis du Comité technique, il est proposé d'étendre l'astreinte des deux cadres du service et du Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité publique au poste d'agent de maîtrise afin de consolider son fonctionnement et de faire évoluer l'astreinte de décision en une astreinte d'exploitation.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 17 décembre 2012, est modifié comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Sécurité Civile	Ingénieurs Attachés Agents de maîtrise Technicien	Semaine ou week-end en fonction de la survenue de l'évènement	- Activer le Plan Communal de Sauvegarde, - Participer à la mise en œuvre des actions communales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**

## Séance publique du jeudi 28 avril 2016

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

- 10 ADJOINTS TECHNIQUES de seconde classe ont réussi le concours d'ATSEM de première classe. 10 postes d'ATSEM de première classe sont créés pour permettre la nomination des lauréats. 10 postes d'ADJOINT TECHNIQUE de seconde classe sont supprimés après la nomination des agents, conformément à l'avis rendu par le comité technique de la collectivité.
- 1 ADJOINT d'ANIMATION de 1<sup>ère</sup> classe a réussi le concours d'ANIMATEUR. 1 poste d'ANIMATEUR est créé pour permettre sa nomination, le poste d'ADJOINT d'ANIMATION de 1<sup>ère</sup> classe étant supprimé quand il sera nommé suite à l'avis du comité technique.
- 1 ADJOINT ADMINISTRATIF de 2<sup>ème</sup> classe a réussi le concours d'ATTACHE. 1 poste d'ATTACHE est créé pour permettre sa nomination, le poste d'ADJOINT ADMINISTRATIF de seconde classe étant supprimé quand il sera nommé suite à l'avis du comité technique.
- Les autres créations de postes correspondent à des besoins des services permettant la nomination d'agents inscrits sur tableau d'avancement suite à avis émis par la commission administrative paritaire. Quand les agents bénéficiaires seront nommés, les postes qu'ils occupent actuellement seront supprimés du tableau des effectifs après avis du comité technique.

## **I – Créations de postes:**

### **Filière Administrative:**

Grade d'attaché Principal : création d'1 poste

Grade d'Attaché territorial: création d'1 poste

Grade d'adjoint administratif principal 1cl. : création d'1 poste

Grade d'adjoint administratif principal 2cl. : création d'1 poste

Grade d'adjoint administratif 1cl. : création de 16 postes

### **Filière Animation:**

Grade d'Animateur: création d'1 poste

Grade d'adjoint d'animation 1cl. : création de 5 postes

### **Filière Médico-Sociale:**

Puericultrice cadre de santé 1cl. : création de 4 postes

Grade d'ATSEM principale 1ère classe: création d'un poste

Grade d'ATSEM 1ère classe: création de 10 postes

### **Filière Sécurité:**

Grade de Brigadier chef principal : création de 2 postes

### **Filière Technique:**

Grade de Technicien principal 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste

Grade de Technicien principal 2<sup>ème</sup> classe : création de 2 postes

Grade d'adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe : création de 4 postes

## **II – Suppression de postes: Conformément à l'avis du Comité Technique:**

### **Filière Administrative:**

Grade d'Adjoint administratif 2ème classe: suppression d'1 poste

### **Filière Animation:**

Grade d'adjoint d'animation 1ère classe: suppression d'1 poste

### **Filière Technique:**

Grade d'Adjoint technique 2ème classe: suppression de 10 postes

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver ces modifications au tableau des effectifs.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29/04/2016**



**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0083	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION LES ENFANTS DE LA COLLINE QUARTIER DES CEVENNES.
2016/0085	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES « ESPACE PITOT PARKING».
2016/0086	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DE ROCQ Thierry.
2016/0088	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AHMITTI Abdellah.
2016/0096	Décision modificative de la décision n° 2015/0497 du 02 décembre 2015 portant sur le montant du marché "AMO Devantures commerciales" n° 5B0137 (85.000 € sur trois ans).
2016/0097	L'entreprise Atout Solaire, attributaire du marché de ramonage n° 3B0248 a demandé la résiliation du marché suite au décès de Monsieur Eric DALLE, son gérant. La ville accepte la résiliation de l'entreprise Atout Solaire pour le marché de ramonage.
2016/0098	Il s'agit de saisir la Commission de Consultation des Services Publics Locaux afin d'examiner le mode de gestion de la crèche Boussinesq.
2016/0099	La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à 4 organismes pour un montant total de 10 192 € pour l'exercice 2016 (ALE, AMORCE, Energy-Cities, ECOBATP LR).
2016/0100	Marché public n° 6B0024 : location, mise en place et exploitation d'équipements de distribution électrique, de sonorisation et de vidéo pour la Comédie du Livre 2016, marché à bons de commandes avec un maximum de 38 000 € HT pour les 3 lots.
2016/0102	Convention de location entre la Ville et la Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault pour les locaux dédiés à l'activité de la crèche "Tom Pouce" situés 139, rue Philippe Castan, Résidence les Picholines, 34090 Montpellier. Convention établie du 1er mars 2016 au 31 décembre 2016.
2016/0103	La société EFFIA stationnement, délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile depuis le 1er janvier 2012 et locataire des locaux situés 1945 av de Toulouse, cède son contrat de délégation à la société Enlèvement et gardiennage services.
2016/0104	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MENASRIA.
2016/0106	Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2016 sur la thématique "Culture".
2016/0107	Dans le cadre des transferts de compétences, la Ville a transféré au 1er janvier 2016 cinq contrats d'emprunts à la Métropole. Le prêt CREDIT FONCIER n° 10702 à hauteur de 89.3255% se substitue à l'emprunt initialement fléché (N° 10704 / Décision n°2015/0533).
2016/0108	Attribution du marché de réalisation et rénovation d'aires de jeux extérieurs 5D0002 aux



	entreprises HUSSON et COALA pour le lot 1 et à l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT ECOGOM pour le lot 2 dans le cadre d'un marché à bons de commande d'un montant maximum de 1 600 000€ HT par an, reconductible 3 fois.
2016/0109	Le marché n° 5C0027 concernant la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination a été attribuée à la Sté BTP Consult pour un montant de 61 200,00 € H.T.
2016/0111	Depuis 2013, la Ville adhère à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ), Il est proposé de confirmer cette adhésion pour l'année 2016, pour un montant de 5132,22 € (à l'identique de l'année 2015).
2016/0112	Confirmation de notre adhésion à l'organisme suivant : Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) pour un montant de 4500 €.
2016/0113	Marché public: mise en œuvre technique de la manifestation ZAT 10 n°6B0048, marché alloti à bons de commande, maximum de 89900 € HT, attribué à l'association Illusion et Macadam et l'entreprise Texen.
2016/0114	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ XIXONS Catherine.
2016/0115	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI MEDITERRANEE.
2016/0116	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI SMAAC.
2016/0117	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur LOFTI MEDOUKALI.
2016/0118	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Rim ENNAHDI EL-IDRISSI.
2016/0119	La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant n°2 fixant la superficie des bâtiments (hors Hôtel de Ville et parking de l'Hôtel de Ville) à 394 495 m² et une prime en faveur de la Ville de 46 844,87€.
2016/0120	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Etablissement le Welcomedia.
2016/0121	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Abdelkader AMEUR.
2016/0122	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL L'OISEAU BLEU.
2016/0123	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CUSSAC ET GALVANY (Consorts).
2016/0124	Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché n° 5D0067 " réalisation de travaux de voirie et de maçonnerie- Installation de mobiliers dans divers espaces verts" aux entreprises suivantes : "Montpellier centre" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000€ HT (lot 1), "Port Marianne" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000€ HT (lot 2), "Croix d'Argent - Près d'Arènes" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000€ HT (lot 3), "Hôpitaux Facultés-Mosson-Cévennes" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000 € HT (lot 4), "Zoo de Lunaret" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000 € HT (lot 5).
2016/0125	Marché sur Appel d'Offres n° 5D00361300 relatif à l'achat de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale des Restaurants scolaires. Procédure négociée suite à une appel d'offres infructueux pour les lots 5, 11, 15. Durée du marché un an reconductible trois fois. Marché composé de 3 lots faisant chacun l'objet d'un marché séparé. Montant maximum pour la durée totale du marché : 568 000,00€ HT.
2016/0127	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ALBERTI Mario.
2016/0128	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PASTOR IMMOBILIER (APPEL).
2016/0129	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COUZY.

2016/0130	Dans le cadre des transferts de compétence, la Ville a transféré au 1er janvier 2016 cinq contrats d'emprunts à la Métropole : à la demande du service juridique du Crédit Foncier, la Décision n° 2015/0548 visant le transfert du prêt n° 10701 a dû être complétée et un contrat de refinancement mis en place, en lieu et place de l'avenant initialement prévu.
2016/0131	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Prestations de maintenance des machines d'imprimerie" (6B0004) à la société Atelier Service Bureau pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 60 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de quatre ans du 27 avril 2016 au 26 avril 2020.
2016/0132	Attribution du marché public N°5D0050 - Détection, Géoréférencement et Cartographie du réseau d'éclairage public au groupement Cabinet PAGES TIP / ODM pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, pour un montant maximum de 200 000 € HT par an.
2016/0133	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achats de recharges de gaz industriels et de carburation en bouteille" (6B0032) à la société EURL PGAZ pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution maximale de quatre ans à compter du 25 avril 2016.
2016/0134	Attribution du MAPA n°6B0021 concernant l'entretien des vélos attribués aux agents de la collectivité dans le cadre de son PDE mais également la mise en place de formations sur la bonne utilisation et l'initiation au bon entretien du vélo PDE. MAPA d'une durée initiale de 1 an reconductible 3 fois un an. La durée maxi du marché sera donc de 4 ans.
2016/0135	Renouvellement d'adhésion à Agropolis International pour le paiement de la cotisation pour l'année 2016 pour un montant de 20000€.
2016/0136	Marché n°6B0012 : la Direction de l'Urbanisme Opérationnel est dotée d'un progiciel de gestion des autorisations d'occupation des sols dénommé « DROIT DE CITES », édité par la société OPERIS, et du module de renseignements d'urbanisme dématérialisés. Le contrat de maintenance doit être renouvelé et seule la société OPERIS, editrice du progiciel, peut assurer cette mission pour un montant annuel de 15 978,75 €.
2016/0137	Attribution du marché n° 6B0039 passé selon une procédure adaptée conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics pour des missions de prévention en milieux festifs sur l'espace public de la Ville de Montpellier à l'association CODES 34-48 sise 54 Chemin de Moularès - 34070 Montpellier. Marché à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 40000,00 Euros H.T. sur une durée de 12 mois.
2016/0138	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame GOULLI-FARID.

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

## **DÉCISIONS ET ANNEXES**

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0083

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ ASSOCIATION**  
**LES ENFANTS DE LA COLLINE QUARTIER DES**  
**CEVENNES**  
**Recours en annulation de l'arrêté n° PC 34172**  
**14V0108**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 09/02/2015, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à ACM, en vue de procéder à la construction de 63 logements sociaux et d'une agence ACM, 484 rue des Papyrus ;
- Que l'ASSOCIATION LES ENFANTS DE LA COLLINE QUARTIER DES CEVENNES a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18/02/2016 sous le n° 1600867-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/03/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 24/03/2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0085

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES « ESPACE  
PITOT PARKING » / COMMUNE DE  
MONTPELLIER, APPEL  
DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que le Syndicat des copropriétaires « Espace Pitot Parking » prétend avoir subi des préjudices du fait des mesures conservatoires prises par la Ville concernant les désordres affectant l'espace Pitot.
- Que par requête n°1400606-3, le syndicat des copropriétaires a engagé la responsabilité de la commune de MONTPELLIER pour les préjudices subis.
- Que par jugement en date du 3 décembre 2015, le Tribunal Administratif de NIMES a rejeté la requête du syndicat ;
- Que par requête n° 16MA00390 en date du 2 février 2016, le syndicat a fait appel du jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/03/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 29/03/2016  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ DE ROCQ Thierry**  
**Dossier PE 12V0110, appel du jugement correctionnel**  
**du 18/06/2015**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**


- Que par jugement correctionnel du 18/06/2015, le Tribunal de Grande Instance de Montpellier a déclaré M. DE ROCQ Thierry coupable d'infractions d'urbanisme et l'a condamné au paiement d'une amende et à une remise en état des lieux ;
- Que M. DE ROCQ a interjeté appel de ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/03/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 24/03/2016  
Notifiée le :



Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0088

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ AHMITTI Abdellah**  
**Dossier PE 13V0077, appel du jugement correctionnel**  
**du 18/02/2016**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par jugement correctionnel du 18/02/2016, le Tribunal de Grande Instance de Montpellier a déclaré M. AHMITTI Abdellah coupable d'infractions d'urbanisme et l'a condamné au paiement d'une amende sans remise en état des lieux ;
- Que la commune de MONTPELLIER a interjeté appel de ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/03/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 22/03/2016  
Notifiée le :



**Décision modificative de la décision n° 2015/0497 du  
02 décembre 2015 :  
Marché de prestation intellectuelle à bons de  
commande n° 5B0137  
"Aide à la requalification des devantures commerciales  
du centre-ville de Montpellier".**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/0098/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable

**Considérant :**

- Qu'il y a eu une erreur matérielle sur le montant du marché de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (n° 5B0137) attribué à madame Valérie BEGOUEN DEMEAUX, de l'atelier « In Situ Etude et Conseil», et validé par la décision n° 2015/0497 en décembre 2015, le montant total maximum du marché réparti sur trois années s'élève à 85.000 € comme suit :
  - année N : 50.000 € maximum,
  - année N+1 : 20.000 € maximum,
  - année N+2 : 15.000 € maximum ;

**Décide en conséquence :**

- De valider les montants sus-cités et inscrits dans le marché précité, pour un montant total maximum sur les trois années de 85.000,00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500 : Nature 617 / Fonction 824 / Chapitres 928.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 25 MARS 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 29 MARS 2016  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0097

**Résiliation du marché à bons de commande n° 3B0248  
passé selon une procédure adaptée concernant le  
ramonage des conduits de fumée et des chaudières**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27/01/2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de réaliser le ramonage des conduits de fumée et des chaudières des bâtiments communaux, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que la décision n° 2013/0152 a attribué le marché 3B0248 lots 1 et 2 à l'entreprise ATOUT SOLAIRE ;
- Que suite au décès de Monsieur Eric DALLE, gérant de l'entreprise ATOUT SOLAIRE, survenu le 5 août 2015, l'entreprise ATOUT SOLAIRE a cessé ses activités. Les ayants-droits ne reprenant pas l'activité, l'entreprise ATOUT SOLAIRE est dans l'incapacité de continuer à exécuter le marché 3B0248 signé avec la Ville de Montpellier et demande la résiliation du marché.

**Décide en conséquence :**

- D'accepter la résiliation de l'entreprise ATOUT SOLAIRE pour le marché 3B0248 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 31/03/2016**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

**Publiée le : 05/04/2016  
Notifiée le :**





**Saisine de la Commission Consultative des Services  
Publics Locaux - Exercice 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'examiner le projet de création d'une Délégation de Service Public pour la gestion de la crèche Boussinesq ;

**Décide en conséquence :**

- De saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux à la date du 07 avril 2016 à 16h30 pour l'affaire indiquée ci-dessus.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

24 MARS 2016

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 29 MARS 2016

Notifiée le :

**Adhésions à 4 associations et organismes dans le  
domaine de l'énergie pour 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27/01/2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que la Ville adhère à des associations et organismes pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années ;
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2016.

**Décide par conséquent :**

- D'accepter le versement des cotisations aux associations et organismes suivants :

ASSOCIATIONS / ORGANISMES	MONTANTS
ALE - Agence Locale de l'énergie de Montpellier	1 735 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 407 €
EnergyCities	2 500 €
ECOBATP LR - Centre de ressources régional de la construction, de l'aménagement durables en Languedoc-Roussillon	1 550 €

- De dire que la dépense correspondante sera imputée pour le montant total de 10 192€ sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville, chapitre 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 01 . 04 . 2016**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

Publiée le : 04 . 04 . 2016  
Notifiée le :

**Marché public: location, mise en place et exploitation  
d'équipements de distribution électrique, de  
sonorisation et de vidéo pour la Comédie du Livre 2016  
N° 6B0024**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que la Ville organise du 26 au 29 mai 2016 la 31<sup>ème</sup> édition de la Comédie du Livre, manifestation pour laquelle il convient d'assurer la distribution électrique, la sonorisation et la captation vidéo ;
- Qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché allotti à bons de commande, avec maximum de 38 000 € HT pour les trois lots ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les entreprises CQFD ( 450 rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier) pour le lot 1 et Texen (290 rue de Massacan 34741 Vendargues) pour le lot n°2 ont présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Qu'aucune offre n'a été déposée pour le lot n°3 ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le lot n°1 du marché 6B0024 à l'entreprise CQFD, pour un montant maximum de 15 000 € HT ;
- D'attribuer le lot n°2 du marché 6B0024 à l'entreprise Texen, pour un montant maximum de 15 000 € HT ;
- De déclarer le lot n°3 infructueux ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document avec les entreprises concernées.

Montpellier, le 25 MARS 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Bernard TRAVIER

Publiée le : 29 MARS 2016  
Notifiée le :

**Ville de Montpellier / Fédération Départementale  
Familles Rurales de l'Hérault  
Mise à disposition de locaux  
Multi-accueil « Tom Pouce »**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0130/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe déléguée à l'Enfance ;

**Considérant :**


- Que la précédente convention de mise à disposition, signée avec l'association « Tom Pouce », est arrivée à son terme le 29 février 2016 ;
- Que l'association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault » a repris, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016, la gestion de la crèche « Tom Pouce » ;
- Que cette action est inscrite au Contrat Enfance Jeunesse signé entre la Ville et la Caf de l'Hérault ;
- Que l'association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault » souhaite poursuivre la gestion de cette activité dans les locaux situés 139 rue Philippe Castan, résidence les Picholines, à Montpellier, locaux occupés par la crèche depuis le mois de mars 2006 ;

**Décide en conséquence :**

- De passer avec l'association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault », dont le siège se trouve 455 rue de l'industrie 34 000 Montpellier, une convention de location pour une durée de 10 mois, du 1<sup>er</sup> mars 2016 au 31 décembre 2016, concernant les locaux situés 139 rue Philippe Castan, résidence les Picholines, 34090 Montpellier. Les lieux loués, d'une superficie de 225 m², sont répartis en 16 espaces : accueil, rangement, salles de repos, salles de jeux, office - biberonnerie, buanderie, locaux destinés au personnel. Les locaux disposent de trois places de parking en complément.
- Que le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités et que le montant du loyer annuel est de 19 000 €.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer la convention de location jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 04 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Titina DASYLVA**



Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :



## CONVENTION DE LOCATION

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Philippe SAUREL dûment habilité par décision du

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**La « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault »** gestionnaire de l'établissement d'accueil du jeune enfant « TOM POUCE »,

Domiciliée 455, rue de l'industrie 34 000 MONTPELLIER,

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Arnauld CARPIER, dûment habilité,

Ci-après désigné « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:**

La Ville de Montpellier est locataire du local situé :

**139, rue Philippe Castan, résidence les Picholines, 34090 MONTPELLIER.**

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues dans la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

## **Article 1 -Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :  
139, rue Philippe Castan, résidence les Picholines, 34090 MONTPELLIER.

Les lieux loués, d'une superficie de 225 m<sup>2</sup>, sont répartis en 16 espaces : accueil, rangement, salles de repos, salles de jeux, office - biberonnerie, buanderie, locaux destinés au personnel. Les locaux disposent de trois places de parking en complément.  
Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention. Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de 10 mois.

Elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Loyer et charges**

### **4.1. Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

### **4.2 - Loyer**

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 19 000 € TTC.

Le preneur s'engage à payer le loyer annuellement à terme échu.

### **4.3 - Charges**

Les charges locatives annuelles, sont évaluées à 500 € que le preneur s'engage à régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.

## **Article 5 - Obligations du preneur**

### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - la tranquillité de l'immeuble.
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.



- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;

- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- Ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteriers et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des débris ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.
- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

## **Article 6 – Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité  
Direction Architecture Immobilier  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

## **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

## **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

## **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritux divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritux divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

#### **Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux.

Montpellier le .....

**Pour la Ville,**  
Monsieur le Maire

**Pour le preneur,**  
Le Président

Philippe SAUREL

Arnauld CARPIER  
(+ Cachet de l'association)

**Convention de location  
1945 avenue de Toulouse  
Fourrière Automobile  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Que par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a approuvé la convention de délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile de la Ville de Montpellier avec la société EFFIA Stationnement ;
- Que pour permettre à la société EFFIA Stationnement d'exécuter sa mission, il a été conclu, le 20 février 2012, une convention de location pour des locaux implantés sur un terrain de 6 970 m², situé 1 945 avenue de Toulouse à Montpellier ;
- Que par délibération du 17 décembre 2015, la ville a approuvé l'avenant de cession du contrat de délégation de service public de la société EFFIA Stationnement à la société Enlèvement et Gardiennage Services, qui s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial et des avenant conclus.

**Décide en conséquence :**

- Que la convention de location du 20 février 2012 pour les lieux situés au 1 945 avenue de Toulouse, avec la société EFFIA Stationnement, est transférée purement et simplement à la société Enlèvement et Gardiennage Services ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31.03.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 04.04.2016  
Notifiée le :



## **CONVENTION DE LOCATION**

### **Avenant n° 1**

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

##### **La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,  
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par décision  
en date du .....,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

#### **ET :**

##### **La Société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES,**

Domiciliée au 20 rue Le Peletier, 75 320 PARIS Cedex 9,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

#### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:**

Dans le cadre de la délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile de la Ville de Montpellier, conclue le 14 décembre 2011 avec la société EFFIA Stationnement, la Ville de Montpellier a mis à disposition du délégataire des locaux implantés sur un terrain de 6 970 m², situé 1 945 avenue de Toulouse, par convention de location du 21 février 2012.

La société EFFIA Stationnement a cédé son contrat de délégation de service public à la société Enlèvement et Gardiennage Services le 17 décembre 2015.

#### **Article 1**

Le présent avenant a pour objet de transférer le contrat de location du terrain, propriété de la Ville de Montpellier, situé au 1 945 avenue de Toulouse, à la société Enlèvement et Gardiennage Services.

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

**Article 2**

Les droits et obligations résultant de la convention de location initiale demeurent applicables.

Fait à Montpellier,  
le .....

**Pour la Ville**

**Pour le preneur,**

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :



Direction des Affaires  
Juridiques et de la  
Commande Publique  
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/204

## RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE

### AFFAIRE MENASRIA

### DECISION DE DEFENDRE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

#### Considérant :

- Que Monsieur Kevin MENASRIA a fait une chute le 5 mai 2015 avenue Raymond Dugrand ;
- Que Monsieur MENASRIA impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

#### Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 24/03/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 29/03/2016  
Notifiée le :



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Cotisations à des organismes nationaux pour l'année  
2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais de cotisations ;
- Que, dans la thématique « Culture », la Ville souhaite confirmer son adhésion aux organismes suivants, au titre de l'exercice 2016 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Association des archivistes français	95 €
923	6281	Avenio utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €
923	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE)	435 €
923	6281	Agence du Court Métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	664.72 €
923	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	100 €
923	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion (ACID)	110 €

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations correspondantes aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant global de 1 664.72 € ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 . 03 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Bernard TRAVIER

Publiée le : du . du . 2016  
Notifiée le :

**Emprunt n° 07780924K/000 CREDIT FONCIER**  
**Transfert partiel à**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**  
**au 1er janvier 2016**  
**(annule et remplace la décision n° 2015/0533)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n° 2015-441 du 5 novembre 2015,
- Vu la décision n°2015/0533 autorisant le transfert du prêt n° 347769DS de la Banque DEPFA à Montpellier Méditerranée Métropole, annulée et remplacée par la présente décision,

**Considérant :**

- Que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunt,
- Qu'après avoir donné son accord à l'opération sur une interprétation erronée des opérateurs économiques concernés, la Banque allemande DEPFA a finalement confirmé son refus de transférer cet emprunt par courrier du 27 janvier 2016,
- Qu'en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville a proposé d'y substituer un contrat d'emprunt passé avec le Crédit Foncier présentant des caractéristiques financières proches,

**Décide en conséquence :**

- D'annuler la décision n° 2015/0533,
- De transférer partiellement la ligne 000 (à hauteur de 89,3255%) du contrat d'emprunt réalisé auprès du Crédit Foncier par la commune de Montpellier à la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » au 1er janvier 2016. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1er janvier 2016.

Le Contrat concerné est le suivant :

<b>Etablissement prêteur</b>	<b>COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER</b>
<b>Etablissement gestionnaire</b>	<b>CREDIT FONCIER</b>
N° de contrat (réf. interne n° 10702)	07780924K ligne 000
Capital restant dû au 01/01/2016	8 160 000,00 euros
Capital restant dû à charge de la Commune de Montpellier au 01/01/2016	871 039,20 euros
<b>Capital restant dû à reprendre par la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » au 01/01/2016</b>	<b>7 288 960,80 euros</b>

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Taux d'intérêt : fixe annuel de 4.845 %
- Amortissement : constant (480 000.00 euros)
- Echéance finale : 28/12/2032

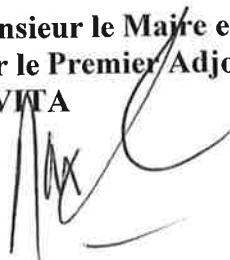
Ce transfert partiel à la Métropole se matérialisera par l'émission par le Crédit Foncier d'un nouveau contrat de refinancement aux mêmes caractéristiques. Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées.

- De préciser qu'information sera donnée par les deux collectivités aux services de la Trésorerie Municipale ainsi qu'aux établissements bancaires concernés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Max LEVITA, 1er Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire et à recevoir tous pouvoirs à cet effet ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole et le Trésorier Payeur Municipal de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 . 04 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :



**ATTRIBUTION DU MARCHE REALISATION ET  
RENOVATION D'AIRES DE JEUX EXTERIEURS -  
5D0002**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0102/T/R en date du 28/01/2016 relative à la délégation consentie à Madame MARSALA Isabelle, adjointe au maire à la réussite éducative ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des réalisations d'aires de jeux et à la rénovation des aires existantes ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33, 57, 58, 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande comprenant 2 lots pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour les 2 lots, étaient les suivants :
  - Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
  - Prix des prestations : 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 15 mars 2016 a considérée comme économiquement les plus avantageuses, les offres suivantes :
  - Pour le lot 1 : l'entreprise HUSSON, sise 1 route de l'Europe à Lapoutroie et l'entreprise COALA, sise 74 rue Guy Arnaud à Nîmes ;
  - Pour le lot 2 : l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT -ECOGOM, sise 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché Réalisation et rénovation d'aires de jeux extérieurs de la façon suivante :
  - Lot 1 : Entreprise HUSSON et entreprise COALA pour un montant minimum de 60 000€ HT et un montant maximum de 600 000€ HT par an, reconductible 3 fois
  - Lot 2 : entreprise SPORT ENVIRONNEMENT-ECOGOM pour un montant minimum de 50 000€ HT et un montant maximum de 1 000 000€ HT par an, reconductible 3 fois
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, natures 21312 et 21318, fonctions 902211, 902212 et 9064 ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 04.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 04.04.2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0109

**Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de  
Lavit.  
Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination  
(OPC).  
Marché n° 5C0027**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0102/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) pour la construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la référence n° 5C0027 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 70 %
  - Prix des prestations : 30 %
- Qu'après analyse, la SOCIETE BTP Consult située ZI Artizanord – 42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 5C0027 « Construction du groupe scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) » à la Société BTP Consult pour un montant de 61 200,00 € H.T. ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier ligne 25719 , nature 2031, fonction 902 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 31.03.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 01.04.2016  
Notifiée le :

**Renouvellement de la Cotisation à l'Association  
Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes  
(ANACEJ) pour l'année 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/0103/T/R du 28/01/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué au Sport et à la Jeunesse ;

**Considérant :**

- Dans le cadre de sa politique Jeunesse et en lien avec son Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier est adhérente de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) depuis 2013.
- Cette association, a pour objectifs de promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et leur concertation au niveau local avec les élus. Elle accompagne les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation des jeunes et leur association à la construction des politiques publiques.
- Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'ANACEJ pour l'exercice 2016.

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2016 et le versement de la cotisation à l'ANACEJ d'un montant total de 5 132,22 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville, chapitre 924,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04 . 04 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :



**Technologies de l'Information et de la Communication  
Cotisation à un organisme national pour l'année 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

**Considérant :**


- Que depuis plusieurs années la Ville adhère à l'organisme Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) par le versement d'une cotisation ;
- Qu'il convient de confirmer notre adhésion auprès de cet organisme pour l'exercice 2016 ;

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement de la cotisation de 4 500 € à l'organisme suivant : Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) ;
- De dire que la dépense d'un montant total de 4 500 € sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitre 920 – Nature 6281 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire avec l'organisme susnommé.

Montpellier, le 08.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 11.04.2016  
Notifiée le :

**Marché public: mise en œuvre technique de la  
manifestation ZAT 10  
n°6B0048**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint délégué à la Culture ;

**Considérant :**

- Que la Ville organise les 9 et 10 avril 2016 la dixième édition de la manifestation ZAT, dans le quartier Figuerolles et qu'il convient d'en organiser la mise en œuvre technique (aménagement du lieu de la manifestation, équipements techniques du spectacle, mise à disposition de personnel technique et d'accueil) ;
- Qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché alloti à bons de commande, avec maximum de 89 900 € HT pour les 3 lots ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- D'après analyse, l'association Illusion et Macadam, 31 rue de l'Aiguillerie 34000 Montpellier pour les lots 1 et 3 et l'entreprise Texen, 290 rue de Massacan 34741 Vendargues pour le lot 2 ont présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer à l'association Illusion et Macadam le lot n°1 (aménagement du lieu de la manifestation) pour un montant maximum de 23 000 € HT et le lot 3 (mise à disposition de personnel technique et d'accueil) pour un montant maximum de 35 000 € HT ;
- D'attribuer à l'entreprise Texen (sous-traitant CQFD) le lot n°2 (équipements techniques du spectacle), pour un montant maximum de 31 900 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises concernées.

**Montpellier, le**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Bernard TRAVIER**



**Publiée le :  
Notifiée le :**



**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ XIXONS Catherine**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 15V0119**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 07/12/15, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI AVENUE SAINT LAZARE, visant à procéder à la construction de 89 logements et d'un local professionnel, 11/13/15 Avenue Saint Lazare ;
- Que Mme XIXONS Catherine a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 08/02/16 sous le n° 1600644-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 03 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SCI**  
**MEDITERRANEE**

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté  
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 15  
00596**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 07/12/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la demande de déclaration préalable de la SCI MEDITERRANEE, visant à procéder à la réalisation de divers travaux en intérieur, 4 rue des Ecoles Centrales ;
- Que la SCI MEDITERRANEE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 11/02/2016 sous le n°1600801-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 03 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 04 . 2016

Notifiée le :

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SCI SMAAC**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus**  
**n° PC 34172 15 V0130**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 07/12/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a refusé la demande de permis de construire de la SCI SMAAC, visant à réaliser des travaux intérieurs, 26 rue du Général Riu ;
- Que la SCI SMAAC a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 08/02/2016 sous le n°1600643-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 03 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016 / 114

## **CONTENTIEUX**

**Monsieur LOFTI MEDOUKALI**  
**Pourvoi contre l'ordonnance du 17 décembre 2015**

### **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté par ordonnance du 17 décembre 2015 le référé introduit par Monsieur MEDOUKALI contre l'arrêté du 19 octobre 2015 résiliant son abonnement sur le marché de la Mosson ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP LYON-CAEN et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.03.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 07.04.2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016 / 118

## **CONTENTIEUX**

### **Madame Rim ENNAHDI EL-IDRISSI Recours contre la décision du 04 janvier 2016 relative à son dossier perte d'emploi**

#### **Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que Madame ENNAHDI EL-IDRISSI a introduit un référé-suspension (n°1601061-3) et un recours au fond (n°1601060-3) contre la décision du 04 janvier 2016 refusant la prise en charge de son dossier allocation perte d'emploi ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 03 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :

**ASSURANCE**  
**Contrat dommages aux Biens n°34.944/H souscrit**  
**auprès de la SMACL**  
**Avenant n°2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que le contrat garantissant les bâtiments communaux prévoit une prime annuelle révisable à l'échéance principale du 1<sup>er</sup> janvier selon l'évolution de la superficie des bâtiments (hors hôtel de Ville et parking de l'Hôtel de Ville) au cours de l'année écoulée ;
- Que la superficie au 1<sup>er</sup> janvier 2016 est de l'ordre de 394 495 m<sup>2</sup> ;
- Que l'application des critères de révision fait ressortir une prime de régularisation de 46 844,87 € en faveur de la Ville ;
- Que notre assureur nous fait parvenir un avenant n°2 entérinant les modifications intervenues ;

**Décide en conséquence :**

- D'adopter l'avenant n°2 fixant la superficie des bâtiments (hors Hôtel de Ville et parking de l'Hôtel de Ville) à 394 495 m<sup>2</sup> et une prime en faveur de la Ville de 46 844,87 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . 04 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,**  
**Monsieur le Premier Adjoint**  
**Max LEVITA**



Publiée le : 18 . 04 . 2016  
Notifiée le :

VILLE DE MONTPELLIER  
1 PLACE GEORGES FRECHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Indice en vigueur : 931,70

N° : 034944/H

N° Police : B.0004

## AVENANT NUMERO 0002

### DOMMAGES AUX BIENS

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel il est annexé, le présent avenant entérine les modifications définies à l'état ci-joint, ainsi que les dispositions ci-après

Les cotisations au comptant et à terme sont définies au tableau ci-joint.

## CLAUSES GENERALES

### CP.032 : REVISION DE LA SUPERFICIE DECLAREE "DOMMAGES AUX BIENS"

Conformément aux dispositions du contrat, le présent avenant a pour objet la révision de la superficie développée du Parc immobilier de la Ville de Montpellier.

Superficie déclarée du patrimoine (Hors Hotel de Ville et parking de l'Hotel de Ville) = 448 514 m<sup>2</sup> au 01/01/2015.

Superficie déclarée du patrimoine (Hors Hotel de Ville et parking de l'Hotel de Ville) = 394 495 m<sup>2</sup> au 01/01/2016.





Niort, le 4 mars 2016.

Pour la Personne Morale.





(MSM271)

34944/H

VILLE DE MONTPELLIER  
1 PLACE GEORGES FRECHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

TYPE DE GARANTIE : BIENS  
POLICE N° 4

AVENANT N°2

TABLEAU DES COTISATIONS

COTISATIONS AU COMPTANT ANNEE 2016					COTISATIONS AU COMPTANT ANNEE 2015				
GARANTIES	HT	TAUX	TAXES	TTC	GARANTIES	HT	TAUX	TAXES	TTC
INCENDIE	-21 517,79	7,0%	-1 506,25	-23 024,04					
RISQUES ANNEXES	-5 688,36	9,0%	-511,96	-6 200,32					
TGN	-8 358,20	9,0%	-752,24	-9 110,44					
EMEUTE POPUL.	-3 160,42	9,0%	-284,44	-3 444,86					
CAT. NATURELLES	-4 646,98	9,0%	-418,23	-5 065,21					
TOTAL (Euros)	-43 371,75		-3 473,12	-46 844,87	TOTAL (Euros)	,00		,00	,00

COTISATIONS AU COMPTANT ANNEE 2014					POUR INFORMATION - COTISATIONS ANNUELLES A L'ECHANCE	
GARANTIES	HT	TAUX	TAXES	TTC	GARANTIES	HT
					INCENDIE	176 167,42
					RISQUES ANNEXES	64 926,69
					TGN	68 690,86
					EMEUTE POPUL.	25 869,48
					CAT. NATURELLES	40 278,53
					TOTAL en Euros	375 932,98
TOTAL (Euros)						

NB : SE REPORTER AU RELEVÉ DE COMPTE JOINT POUR TOUT RÈGLEMENT

INTERCALAIRE B  
ETAT DES  
BIENS ASSURES

34944/H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	DESIGNATION BIENS ASSURES	CAT	SUPERF. VALEUR	QUAL	EFFET	CLAUSES PARTICULIERES	RESILIAT.
1	ENSEMBLE DU PATRIMOINE	1	448514M <sup>2</sup>	PO	01012015		31122015
4	ENSEMBLE DU PATRIMOINE HORS HOTEL DE VILLE + PARKING	1	394495M <sup>2</sup>	PO	01012016		

LE : 03/03/2016

MSM272

REFERENCE  
34944/H

VILLE DE MONTPELLIER  
1 PLACE GEORGES FRECHE  
34267 MONTPELIER CEDEX 2

TYPE DE GARANTIE :  
CONTRAT NO :

BIENS  
4

AVENANT NO : 2

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2016

RIS	DESIGNATION DU RISQUE	MONTANT HT	MONTANT T T C
1	ENSEMBLE DU PATRIMOINE	-360110,86	-388947,64
4	ENSEMBLE DU PATRIMOINE HORS HOTEL DE VILLE + PARKING	316739,11	342102,77
	EN COURS (en Euros)	-43371,75	-46844,87

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0120

**Contentieux**

**Etablissement le Welcomedia  
(M. VIEUJOT)**

**Procédure d'expulsion du domaine public**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur VIEUJOT (établissement le Welcomedia) occupe irrégulièrement le domaine public et qu'il convient d'engager une procédure d'expulsion à son encontre ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . du . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**



Publiée le : 18 . du . 2016  
Notifiée le :

## **Contentieux**

### **Monsieur Abdelkader AMEUR Recours contre les décisions relatives à sa consolidation et à son reclassement**

#### **Décision de défendre**

#### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

#### **Considérant :**

- Que Monsieur AMEUR a introduit un recours (n°1601308-3) contre la décision du 08 décembre 2015 statuant sur sa consolidation et la décision du 23 décembre 2015 refusant son reclassement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

#### **Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . 03 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 04 . 2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SARL L'OISEAU  
BLEU**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de  
permis de construire n° PC 34172 14V0223**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 28/09/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI LE VAL ROYAL, visant à procéder à la construction de trente logements et d'un local d'activités, 13 rue Boussairolles et 17 rue Alfred Bruyas ;
- Que la SARL L'OISEAU BLEU a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 03/03/2016 sous le n° 1601258-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.
- 

Montpellier, le 12.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 13.04.2016  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ CUSSAC ET**  
**GALVANY (Consorts)**  
**Saisine du juge dans le cadre d'un référé mesures**  
**utiles (art 809 Code de Procédure Civile)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que les Consorts Cussac et Galvany, propriétaires successifs des parcelles PK 0001, PK 0002, PK 0003, PK 0100 ont procédé au remblai de leur terrain situé en zone de Plan de Prévention du Risque Inondation, sans autorisation préalable de l'administration, en infraction avec les dispositions d'urbanisme applicables ;
- Que la commune de Montpellier souhaite saisir le juge d'un référé mesures utiles, en vue de faire cesser ce trouble et la situation dangereuse qui en résulte ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 18.04.2016  
Notifiée le :



**Marché Public -Réalisation de travaux de voirie et de  
maçonnerie- Installation de mobiliers dans divers  
espaces verts- N°5D0067**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'Arrêté n°2016/133/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint Délégué à l'Ecologie urbaine ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation de petits travaux de voirie et de maçonnerie et l'installation de mobiliers dans divers espaces verts ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77 du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter de la notification.
  - Lot n°1 : Montpellier Centre
  - Lot n°2 Port Marianne
  - Lot 3 : Croix d'Argent – Près d'Arènes
  - Lot 4 : Hôpitaux Facultés – Mosson – Cévennes
  - Lot 5 : Zoo de Lunaret
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
  - Prix des prestations (40%)
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 15 mars 2016, a attribué le marché aux entreprises suivantes :
  - Lot 1 : Sport Environnement, sise 3024, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
  - Lot 2 : Sport Environnement, sise 3024, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
  - Lot 3 : Sport Environnement, sise 3024, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
  - Lot 4 : Sport Environnement, sise 3024, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
  - Lot 5 : Sport Environnement, sise 3024, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer les lots aux entreprises suivantes :
  - Lot n°1 : Montpellier Centre, l'entreprise Sport Environnement pour un montant maximum de 800 000 € HT
  - Lot n°2 Port Marianne, l'entreprise Sport Environnement pour un montant maximum de 800 000 € HT



- Lot 3 : Croix d'Argent – Près d'Arènes, l'entreprise Sport Environnement pour un montant maximum de 800 000 € HT
- Lot 4 : Hôpitaux Facultés – Mosson – Cévennes, l'entreprise Sport Environnement pour un montant maximum de 800 000 € HT
- Lot 5 : Zoo de Lunaret, l'entreprise Sport Environnement pour un montant maximum de 800 000 € HT,

Ces montants sont annuels et sont identiques pour les périodes de reconduction.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, section de fonctionnement 928 et section d'investissement 908 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 14 . 04 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR**

Publiée le : 18 . 04 . 2016  
Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC - Cuisine Centrale des  
Restaurants Scolaires - Achat de denrées alimentaires -  
Marché n° 5D00361300 - Procédure négociée suite à un  
appel d'offres infructueux pour les lots 5, 11, 15**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2010 en date du 3 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits dans les restaurants scolaires des écoles Montpelliéraines ;
- Qu'afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, pour la partie des denrées alimentaires arrivant à terme fin 2015, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéa 3, 57 et 59 du Code des Marchés Publics. Il s'agit de marchés à bons de commande avec montants mini et maxi suivant les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics ;
- Que l'appel d'offres lancé dans le cadre du marché 5D00361300 s'est révélé infructueux pour les lots 5, 11 et 15 ;
- Qu'une consultation selon la procédure négociée après mise en concurrence a été lancée conformément à l'article 35-I.1 du Code des Marchés Publics, pour les lots 5, 11 et 15 ;
- Ces marchés auront une durée de un an (2016) et pourront être renouvelés trois fois pour les années 2017, 2018 et 2019 ;
- Les critères de choix pondérés étaient : 80% pour la qualité des produits et 20% pour le prix ;
- Après ouverture des plis le 27 janvier 2016 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 8 mars 2016 a attribué les marchés de la façon suivante :

N° et nom du lot	Montant Mini H.T. en €/an	Montant Maxi H.T. en €/an	Nom du candidat retenu
Lot N°5 : Beurre	11 000,00	44 000,00	Distrisud
Lot N°11 : Autres produits laitiers	10 500,00	42 000,00	Distrisud
Lot N°15 : Biscuiterie	14 000,00	56 000,00	Pro à Pro

**Décide en conséquence :**

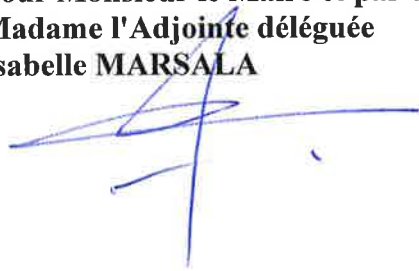
- Suite à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 08/03/16, d'attribuer les marchés aux prestataires susvisés ;
- De dire que ces marchés auront une durée de un an (2016) et pourront être renouvelés trois fois pour les années 2017, 2018 et 2019. Les montants mini et maxi de chaque lot seront ceux de la période initiale et seront identiques pour chaque période de reconduction ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 13000 – Nature 60323 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1501 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçue délégation à cet effet à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 11.04.2016  
Notifiée le :





**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ ALBERTI Mario**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 14V0223**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 28/09/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI LE VAL ROYAL, visant à procéder à la construction de trente logements et d'un local d'activités, 13 rue Boussairolles et 17 rue Alfred Bruyas ;
- Que M. ALBERTI Mario a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 01/03/2016 sous le n° 1601164-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.01.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 18.01.2016  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2016/0128

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ SCI PASTOR**  
**IMMOBILIER (APPEL)**

**Requête en indemnisation d'un préjudice dont la  
responsabilité est attribuée par le requérant à la  
commune de Montpellier (APPEL)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que suite à réalisation d'une expertise visant à estimer un préjudice subi du fait de l'omission d'une information sur une fiche de renseignement d'urbanisme, dans le cadre d'une vente effectuée 1 rue du Professeur Tedenat ; la SCI PASTOR IMMOBILIER a saisi la commune de Montpellier d'une demande d'indemnisation en date du 10/02/14 ;
- Que par jugement du 08/12/2015, le Tribunal Administratif de Montpellier a décidé de rejeter la requête de la SCI PASTOR IMMOBILIER et de mettre à ses frais l'expertise ainsi qu'une somme de 1500 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
- Que la SCI PASTOR IMMOBILIER a relevé appel de ce jugement auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, le 08/02/16, sous le n° 16MA00470 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . 04 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 18 . 04 . 2016  
Notifiée le :

## **RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE**

### **AFFAIRE COUZY**

### **DECISION DE DEFENDRE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Monsieur COUZY a été victime d'un accident alors qu'il circulait sur la piste cyclable rue du Faubourg Saint-Jaumes, en raison de la présence d'un plot non éclairé ni signalé ;
- Que Monsieur COUZY impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . 04 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 18 . 04 . 2016  
Notifiée le :



**Emprunt n° 00778013992A/002 CREDIT FONCIER**  
**Transfert à Montpellier Méditerranée Métropole**  
**au 1er janvier 2016**  
**(annule et remplace la décision n° 2015/0548)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les modalités d'évaluation des transferts de charges définies dans le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, et décrites dans la délibération n° 2015/0441 du 5 novembre 2015 ;
- Vu la décision n°2015/0548 autorisant le transfert du prêt n° 00778013992A-002 de la Banque Crédit Foncier à Montpellier Méditerranée Métropole, annulée et remplacée par la présente décision,

**Considérant :**

- Que la neutralité des transferts de charges de la commune de Montpellier conduit au transfert de plusieurs contrats d'emprunt,
- Que le service juridique du Crédit Foncier a souhaité, par mail transmis en date du 23 février 2016, que des précisions soient apportées à la décision initialement prise,

**Décide en conséquence :**

- D'annuler la décision n° 2015/0548,
- De transférer partiellement le contrat d'emprunt réalisé auprès du Crédit Foncier par la commune de Montpellier (totalité de la ligne 002) à la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » au 1er janvier 2016. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1er janvier 2016.

Le Contrat concerné est le suivant :

Etablissement prêteur	COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER
Etablissement gestionnaire	CREDIT FONCIER
N° de contrat (ref. interne n° 10701)	00778013992A ligne 002
Capital restant dû au 01/01/2016	6 249 999,97 euros

Les autres caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Taux d'intérêt : fixe annuel de 4.42%
- Amortissement : constant (416 666,67 euros)
- Echéance finale : 01/12/2030

Les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération seront signées par les parties intéressées, dont notamment un contrat de prêt de refinancement du contrat n° 00778013992A/Ligne002.

- De préciser qu'information sera donnée par les deux collectivités aux services de la Trésorerie Municipale ainsi qu'aux établissements bancaires concernés,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Max LEVITA, 1<sup>er</sup> Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire et à recevoir tous pouvoirs à cet effet,
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole et le Trésorier Payeur Municipal de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08.04.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**



Publiée le : 11.04.2016

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour les prestations de maintenance des  
machines d'imprimerie.  
6B0004**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1er Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de maintenance des machines d'imprimerie pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'exécution de quatre ans, du 27 avril 2016 au 26 avril 2020 (n°6B0004).
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - \* Le prix pour 60%
  - \* La valeur technique pour 40%
- Qu'après analyse, la société Atelier Service Bureau, 216 rue Charles Nungesser, 34 135 MAUGUIO, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Atelier Service Bureau pour un montant total maximum de commandes de 60 000.00 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6156, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08 . de . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 11 . de . 2016  
Notifiée le :

**Attribution du marché public N°5D0050 - Détection,  
Géoréférencement et Cartographie du réseau  
d'éclairage public**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en oeuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096 du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à M. LEVITA Max, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire, concernant les procédures de passation des marchés publics lancées au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole avant le 31 décembre 2015 ;

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'éclairage public détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la ville de Montpellier doit assurer le géoréférencement et la cartographie de son réseau d'éclairage public ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33-3 al, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée initiale d'un an, renouvelable 3 fois par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%)
  - Prix des prestations (40%)
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 08 Mars 2016 a attribué le marché au groupement Cabinet PAGES TIP / ODM – 27 rue de l'hirondelle 34090 MONTPELLIER – présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour les achats de recharges de gaz industriels  
et de carburation en bouteille  
(6B0032)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1er Adjoint délégué aux finances ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder aux achats de recharges de gaz industriels et de carburation en bouteille pour les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à procédure adaptée, (n°6B0032) à bons de commandes avec maximum, en date du 01 mars 2016. C'est une procédure unique conclue pour une période d'exécution de quatre ans à compter du 25 avril 2016 ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations pour 80%, le développement durable pour 15%, le délai de livraison pour 5% ;
- Qu'après analyse, la société EURL PGAZ, 98 route de St Georges d'Orques, 34990 JUVIGNAC, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché précité avec la société EURL PGAZ pour un montant maximum de commandes de 20 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628, 60622 tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 12.04.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**



Publiée le : 14.04.2016  
Notifiée le :

**MAPA VELOS PLAN DE DEPLACEMENT  
ENTREPRISE ( PDE ) ENTRETIEN ET  
FORMATION N° 6B0021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la maintenance des vélos attribués aux agents de notre collectivité dans le cadre de la réalisation du Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE), mais également de former ces agents pour qu'ils les utilisent en toute sécurité et qu'ils puissent réaliser eux mêmes l'entretien régulier afin de pérenniser au mieux cette dotation,
- Qu'une procédure, référencée 6B0021 du 19/02/2016, a été lancée conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché unique ordinaire à bons de commande, pour une durée maxi de 4 ans, dont la durée de la période initiale est d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60 %
  - Prix des prestations : 40 %
- Qu'après l'analyse, l'association Le Vieux Biclou, 5 rue de la Poésie, 34000 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché, Vélos PDE - Entretien et Formation, à l'association Le Vieux Biclou, pour un montant total maximum de 80 000 € HT,
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la Ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 21252),
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue

Montpellier, le 14.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 18.04.2016  
Notifiée le :

**Direction Paysage et Biodiversité**  
**Cotisation à Agropolis International pour l'année 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0133 du 28 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux pour le versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- Que dans la thématique « Ecologie urbaine », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion à l'organisme suivant au titre de l'exercice 2016 ;

<b>Organisme</b>	<b>Montant</b>
Agropolis International	20 000 €

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement de la cotisation à Agropolis International ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 20 000 Euros sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville, section fonctionnement 928 , nature 6281 ligne de crédit 22785 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR



Publiée le : 16.04.2016  
Notifiée le :

**ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ A PROCEDURE  
ADAPTEE -  
MAINTENANCE DU PROGICIEL  
DROIT DE CITES ET DES RENSEIGNEMENTS  
D'URBANISME EN LIGNE  
MARCHÉ 6B0012**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0098/T/R du 28 janvier 2016 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, adjointe au Maire ;
- Vu l'article 28-II du code des marchés.

**Considérant :**

- que la Ville de Montpellier est dotée d'un progiciel de gestion des autorisations d'occupation des sols dénommé « DROIT DE CITES », édité par la société OPERIS, et du module de renseignements d'urbanisme dématérialisés ;
- que le contrat de maintenance associé s'achève le 1<sup>er</sup> mai 2016 et qu'il convient donc de passer un nouveau contrat afin d'assurer la maintenance dudit logiciel, et du module de renseignements d'urbanisme en ligne ;
- que la société OPERIS est seule à même d'assurer cette mission de maintenance dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 28-II du code des marchés publics.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché n°6B0012 relatif au contrat de maintenance du logiciel dénommé « DROIT DE CITES » et du module de renseignements d'urbanisme en ligne à la société OPERIS, sise 1/3 rue de l'Orme Saint Germain – 91160 CHAMPLAN ;

Ce marché est passé pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> mai 2016, renouvelable 3 fois par période successive d'un an, pour un montant annuel de **15 978,75 € HT**.

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2016 de la Ville puis des suivants, au chapitre 928.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à ce marché.

Montpellier, le 14.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 13.04.2016  
Notifiée le :



**Attribution du marché n° 6B0039 passé selon une  
procédure adaptée concernant un marché de services  
Missions de prévention en milieux festifs sur l'espace  
public de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/0100/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier un marché de services à bons de commande portant sur des missions de prévention en milieux festifs sur l'espace public de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 11 mars 2016 pour un marché immatriculé 6B 0039, conformément à l'article 30 du code des Marchés Publics, l'association CODES 34-48 sise 54 Chemin de Moularès - 34070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :
  - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
  - Montant des prestations : 40 %

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bon de commande précité pour un montant sans minimum et un maximum de 40 000,00 Euros H.T. à l'association CODES 34-48 sur une durée de douze mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 925 - Chapitre : 208 - Nature : 6226 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.04.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 18.04.2016  
Notifiée le :

**Contentieux**

**Madame GOULLI-FARID**  
**Appel c/ jugement du 5 février 2016**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

**Considérant :**

- Que Madame GOULLI-FARID interjette appel (n°16M01167) contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 05 février 2016 rejetant sa requête relative au non renouvellement de son contrat ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . 04 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint

Publiée le : 18 . 04 . 2016  
Notifiée le :

